Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE
L'ALIMENTATION

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDCAR/2018-274** **11/04/2018**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 20

Objet : Appel à candidatures: 20 postes dans le 2ème cercle.

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Agence de l'eau Loire-Bretagne :

- 1 poste de directeur de délégation (H/F) (titulaire de catégorie A+ ou agent contractuel) à Ploufragan (22).

Date limite de candidature : 10 mai 2018.

Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) :

- 1 poste de directeur adjoint de laboratoire (H/F) (titulaire de catégorie A+ ou agent contractuel de catégorie 1) à Fougères (35).

Date limite de candidature : 25 avril 2018.

- 1 poste de chef d'unité adjoint staphylocoques, bacillus, clostridies (H/F) (titulaire de catégorie A+ ou agent contractuel de catégorie 1) à Maisons-Alfort (94).

Date limite de candidature : 25 avril 2018.

- 1 poste de directeur adjoint des finances (H/F) (titulaire de catégorie A+ ou agent contractuel de catégorie 1) à Maisons-Alfort (94).

Date limite de candidature : 25 avril 2018.

- 1 poste de chargé de projet scientifique et technique en microbiologie et biologie moléculaire (H/F) (agent contractuel de catégorie 2) à Fougères (35).

Date limite de candidature : 12 avril 2018.

- 1 poste de technicien de laboratoire en biologie (H/F) (agent contractuel de catégorie 3) à Maisons-Alfort (94).

Date limite de candidature : 25 avril 2018.

- 1 poste de technicien de laboratoire en biologie (H/F) (agent contractuel de catégorie 3) à Malzéville (54).

Date limite de candidature : 24 avril 2018.

- 1 poste de technicien de laboratoire en biologie moléculaire (H/F) (agent contractuel de catégorie 3) à Maisons-Alfort (94).

Date limite de candidature : 25 avril 2018.

Agence de service et de paiement (ASP) :

- 1 poste de directeur (H/F) (titulaire de catégorie A+) à Limoges (87).

Date limite de candidature : 11 mai 2018.

FranceAgriMer :

- 1 poste de chef de l'unité appui aux exportateurs (H/F) (titulaire de catégorie A) à Montreuil (93).

Date limite de candidature : 4 mai 2018.

Fonds pour l'environnement mondial (FEM) :

- 1 poste d'expert forestier (H/F) (titulaire de catégorie A/A+ ou agent contractuel en CDI) à Washington.

Date limite de candidature : 15 mai 2018.

Groupement d'intérêt public « France Vétérinaire International » :

- 1 poste de chargé de mission – projets de coopération en santé publique et gouvernance sanitaire vétérinaires (H/F) (titulaire de catégorie A) à Marcy L'Etoile (69).

Date limite de candidature : 19 mai 2018.

Institut agronomique, vétérinaire et forestier de France (Agreenium) :

- 1 poste de chargé de coopération formations ingénieur, master, doctorat (H/F) (titulaire de catégorie A) à Paris (75116).

Date limite de candidature : 15 mai 2018.

Institut national de l'origine et de la qualité (INAO) :

- 1 poste de chargé de missions techniques et réglementaires (H/F) (titulaire de catégorie A ou statut unifié) à Montreuil (93).

Date limite de candidature : 3 mai 2018.

- 1 poste de technicien territorial (H/F) (titulaire de catégorie B ou statut unifié) à Tours (37).

Date limite de candidature : 3 mai 2018.

- 1 poste de technicien territorial (H/F) (titulaire de catégorie B ou statut unifié) à Aurillac (15).

Date limite de candidature : 3 mai 2018.

- 1 poste de gestionnaire ressources humaines (H/F) (titulaire de catégorie B ou statut unifié) à Montreuil (93).

Date limite de candidature : 3 mai 2018.

Parcs nationaux de France :

- 1 poste de chargé de mission maîtrise d'ouvrage travaux aménagement au Parc national des Calanques (H/F) (titulaire de catégorie A ou B+) à Marseille (13).

Date limite de candidature : 10 juin 2018.

- 1 poste de gestionnaire de port au Parc national de Port-Cros (H/F) (titulaire de catégorie B ou agent contractuel) à Hyères (83).

Date limite de candidature : 15 mai 2018.

- 1 poste de technicien d'évaluation des politiques mises en œuvre en application de la Charte du Parc national de la Réunion (H/F) (titulaire de catégorie B ou agent contractuel) à La Plaine des Palmistes (974).

Date limite de candidature : 30 avril 2018.

L'adjoint à la la sous-directrice de la gestion
des carrières et de la rémunération

Emmanuel BOUYER

Orléans, le 9 avril 2018

FICHE DE POSTE

Diffusion : Interne, Ministères, autres agences et BIEP

POSTE	DIRECTEUR/DIRECTRICE DE DÉLÉGATION
CATÉGORIE DU POSTE	Contractuel de **catégorie I bis interne ou inter-agences** ou **fonctionnaire de catégorie A+**
EMPLOI TYPE	DIRECTEUR/DIRECTRICE DE DÉLÉGATION
RÉSIDENCE ADMINISTRATIVE	PLOUFRAGAN (22)
TYPE DE CONTRAT	Contrat à durée indéterminée de droit public *(recrutement **interne ou inter-agences** sous quasi-statut des agences de l'eau)* ou **fonctionnaire**
DATE DE PRISE DE FONCTION	1er septembre 2018
PRÉSENTATION DE L'UNITÉ	Elle est l'une des 5 délégations qui composent la représentation territoriale de l'agence de l'eau Loire-Bretagne. En terme d'effectifs, elle compte actuellement 26 personnes.
MISSIONS PRINCIPALES	Diriger la délégation régionale : prise en compte des orientations nationales ou européennes dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques, déclinaison à l'échelle territoriale des missions de l'agence avec notamment la mise en œuvre de son programme pluriannuel d'intervention dans le cadre du Sdage.
ACTIVITÉS GÉNÉRALES	1- Diriger la délégation régionale : Participe à la définition de la politique de l'agence, Dirige et met en œuvre la stratégie d'intervention de l'agence au niveau des territoires dont il a la responsabilité : ○ Interventions : la région Bretagne, ○ Représentant de l'agence vis-à-vis des instances régionales (Etat, Région, chambres consulaires régionales, etc…) et départementales (Etat notamment MISEN, conseil départemental, chambres consulaires, etc…) et locales (CLE, comités de pilotage contrats territoriaux), Détermine les objectifs de la délégation et s'assure de leur mise en œuvre, Dirige et organise la délégation dont il a la charge, Evalue les agents de son équipe et les accompagne dans leur parcours professionnel, Définit les besoins et négocie les moyens et les ressources de son unité, Valide les propositions d'aide financière aux dossiers d'intervention, qu'il présente aux instances, notamment à la commission des aides, Assure le secrétariat de la commission territoriale Vilaine et côtiers bretons et le suivi local du SDAGE et du Programme de mesures, Réalise des actions de communication afin de valoriser et promouvoir les activités de l'agence, Peut piloter des projets transversaux stratégiques. 2. Représenter l'agence sur son territoire d'intervention et notamment à la Conférence Bretonne de l'Eau et des Milieux Aquatiques et au comité de pilotage du Pan gouvernemental de Lutte contre les Algues Vertes.
RATTACHEMENT HIÉRARCHIQUE	Directeur général
RELATIONS FONCTIONNELLES	Internes : Direction générale – directions de l'agence – délégations régionales. Externes : Instances de bassin, partenaires institutionnels, professionnels et associatifs – services de l'Etat, collectivités territoriales.
CONNAISSANCES ET EXPÉRIENCE	Expérience confirmée des relations avec les administrations, les collectivités

	territoriales, les organisations professionnelles et les acteurs associatifs et la presse, Expérience dans le domaine de l'eau, Expérience confirmée en management, conduite de projets complexes et gestion du changement, Maîtrise des méthodes de négociation, notamment avec les acteurs institutionnels (collectivités locales, services de l'Etat) et associatifs.
SAVOIRS FAIRE	Savoir anticiper, avoir une vision prospective, Savoir arbitrer et faire preuve de fermeté, Savoir argumenter et négocier, Savoir déléguer et mettre en place des dispositifs de régulation et de contrôle, Savoir écouter, Savoir élaborer, mettre en œuvre une stratégie et la faire partager, Savoir gérer les conflits et rechercher des situations consensuelles, Savoir gérer un réseau médiatique local, Savoir mobiliser des réseaux de partenaires variés, Savoir organiser des manifestations publiques, Savoir prendre la parole en public, Savoir présenter, mettre en valeur et défendre les actions menées, Savoir rédiger, Savoir proposer des orientations et apporter des éléments d'aide à la décision, Savoir relayer l'information de manière pertinente, Savoir vulgariser des informations techniques complexes, Savoir coordonner et animer une équipe.
DÉPLACEMENTS	Sur le territoire de la délégation, à Orléans et à Paris.
CONDITIONS	<u>Conditions statutaires :</u> <u>Pour les contractuels</u> : ouvert **exclusivement en interne** à l'agence de l'eau Loire-Bretagne et **en inter-agences** selon les conditions statutaires (article 8 du décret n°2007-832) a) soit justifier d'une expérience professionnelle dans un poste similaire, b) soit justifier d'une expérience professionnelle d'au moins six années de services effectifs dans des fonctions de la catégorie I au sein d'une agence de l'eau **et** d'une expérience professionnelle d'au moins trois années de services effectifs hors de l'agence de l'eau employeur, dans des fonctions de niveau au moins équivalent à celles relevant de la catégorie II <u>Pour les fonctionnaires :</u> fonctionnaire titulaire de catégorie A+
CANDIDATURES	Les candidatures (lettre de motivation et CV) doivent être déposées sur Profileau **avant le 10 mai 2018.** *Les candidats pré-sélectionnés pourront être convoqués à un examen de test d'aptitude au management conduit par un prestataire sur Orléans. Ils seront ensuite convoqués dans les jours suivants à un entretien avec le jury.*
POUR TOUT RENSEIGNEMENT CONCERNANT CE POSTE	Contacter : Mme Sylvie DETOC, directrice de la délégation Armorique ☎ 02 96 33 20 99 M. Vincent VIDEAU, directeur de l'administration, des finances et ressources humaines ☎ 02 38 49 75 75

Date : 04/04/2018

Poste à pourvoir	**Directeur adjoint de laboratoire (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 1 ou agent titulaire de catégorie A+**
Type de contrat	**Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement ou affectation**
Localisation	**Fougères (35)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Laboratoire de Fougères

Missions / contexte

Le laboratoire de Fougères intervient dans les domaines de la sécurité sanitaire des aliments et de la santé animale. Il comprend 4 unités : Analyse des Résidus et Contaminants (ARC), Toxicologie des contaminants (TC), Expérimentation, Modélisation et Analyse de Données (EMAD) et Antibiotiques, Biocides, Résidus et Résistance (AB2R). Il mène des activités de recherche et de référence sur plusieurs types de dangers chimiques et biologiques pouvant affecter la sécurité des aliments et la qualité des aliments en relation avec l'usage des médicaments vétérinaires et des biocides et il contribue à la caractérisation de dangers toxicologiques. Il collabore avec les unités et départements des autres laboratoires et des pôles « Produits réglementés » et « Sciences pour l'Expertise ». Il détient plusieurs mandats de référence en tant que Laboratoire National de Référence (LNR) pour les résidus de médicaments vétérinaires, Laboratoire de Référence de l'Union Européenne (LR-UE) pour les résidus d'antibiotiques et de colorants, et LNR pour la résistance aux antibiotiques. Le laboratoire héberge deux plateformes de l'agence, une consacrée à l'analyse statistique pour les essais inter-laboratoires et la validation de méthodes analytiques et la seconde à l'imagerie cellulaire à haut contenu informatif.

Le laboratoire de Fougères rassemble 60 employés permanents et jusqu'à une dizaine de CDD/doctorants. En appui de ses travaux, il dispose de 2 animaleries et de services techniques et administratifs en commun avec l'Agence Nationale du Médicament Vétérinaire.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

En tant que directeur adjoint, vous contribuerez auprès du directeur, en cohérence avec la Direction de la stratégie et des programmes du pôle référence – recherche, à la définition des orientations scientifiques du laboratoire de Fougères et veillerez à leur mise en œuvre en répondant aux recommandations issues du processus d'évaluation quadriennale des laboratoires.

En étroite collaboration avec votre directeur et en vous appuyant sur les managers du laboratoire, vous développerez l'efficacité des équipes autour d'un projet commun visant leur cohésion et leur collaboration sur des approches pluridisciplinaires.

Vous faciliterez le développement de partenariats internes, régionaux, nationaux et internationaux pertinents pour la cohésion de l'agence, pour le développement des activités de recherche et pour l'efficience des travaux de référence et de surveillance sanitaire.

Vous veillerez à la mise en œuvre des mesures nécessaires à la protection des agents et de leurs conditions de travail et à la sécurité des locaux.
Vous contribuerez à définition de la politique qualité et la mise en œuvre du système de management de la qualité dans le laboratoire.

Vous assurerez la suppléance du Directeur sur l'ensemble du périmètre du laboratoire en son absence.

Activités

- Participer au comité de direction élargi de l'Anses et au codir du pôle recherche et référence en cas d'indisponibilité du directeur
- Contribuer à l'élaboration du programme de travail du laboratoire en cohérence avec les orientations scientifiques définies, les recommandations issues de l'évaluation quadriennale et le contrat d'objectif et de performance signé avec les tutelles ministérielles
- Développer le management de projets, la valorisation des données et la communication des travaux de recherches et de références vers les pairs, les parties prenantes et le grand public.
- Participer avec le directeur et la responsable du service administratif et financier à l'établissement du budget prévisionnel de fonctionnement et d'investissement et veiller à la bonne exécution des budgets alloués
- Assurer les conditions de travail pour préserver la santé des agents et créer les conditions d'une vie scientifique partagée au sein du laboratoire
- Assurer la mise en œuvre des mesures de sécurité, de prévention des risques et du management de la qualité
- Ancrer le laboratoire dans le tissu régional, auprès des collectivités comme des partenaires académiques ; développer des synergies partenariales et accompagner le directeur dans la recherche de financements externes
- Participer aux réflexions du pole Recherche référence visant une meilleure lisibilité et efficience des activités scientifiques de l'ensemble des laboratoires

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Au minimum BAC + 5 ; domaine de la biologie, chimie
Ingénieur, Vétérinaire, Pharmacien, Doctorat Universitaire

Expériences similaires

- La personne recrutée disposera d'une expérience dans le management opérationnel d'équipes, ainsi que dans le domaine de la sécurité sanitaire, de la recherche et de l'animation scientifique. Une expérience de scientifique dans le domaine de la gestion et de l'animation de projets de recherches dans les domaines de la sécurité sanitaire des aliments, de la pharmacie, de la médecine vétérinaire, ou de la toxicologie.

Compétences

- Capacité à définir des orientations et mener une équipe sur des objectifs définis
- Maîtrise des techniques de management d'équipe et de conduite de changement, gestion de projets
- Autonomie, sens de la rigueur, de l'organisation et de la planification
- Capacités d'écoute, fortes aptitudes au dialogue avec des acteurs pluridisciplinaires
- Capacités à travailler avec des partenaires internationaux
- Connaissance de l'organisation et des mécanismes de financement de la recherche
- Aptitude à diriger des recherches appréciées
- Capacité à monter un budget prévisionnel et à analyser son exécution
- Bonne capacité en anglais (écrit, oral)

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 25 avril 2018

Renseignements sur le poste : Pascal SANDERS, Directeur du laboratoire de Fougères,
pascal.sanders@anses.fr, téléphone : 02 99 94 78 90

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2018-042 à :** recrutement@anses.fr

Date : 04/04/2018

Poste à pourvoir	**Chef d'unité adjoint *staphylocoques, bacillus, clostridies* (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 1 ou agent titulaire de catégorie A+**
Type de contrat	**Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement, affectation**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Laboratoire de sécurité des aliments, site de Maisons-Alfort, département Contaminants microbiologiques des aliments, unité Staphylocoques, Bacillus, Clostridies (SBCL) – Equipe Staphylocoques.

Missions / contexte

Le poste est à pourvoir au sein du département Contaminants microbiologiques des aliments du Laboratoire de sécurité des aliments de l'Anses, dans l'unité « Staphylocoques, Bacillus, CLostridies» (ci-après désignée SBCL). Cette unité, composée de 25 personnes réparties en 3 équipes, porte trois thématiques relatives à des dangers microbiologiques dus aux bactéries toxinogènes Staphylocoques, Bacillus et Clostridies.
L'unité mène des activités de référence, de recherche et de surveillance. Pour les trois dangers microbiologiques, l'unité SBCL exerce ses compétences pour couvrir les champs du « germe à la toxine » au travers notamment de la détection/dénombrement des bactéries et de la caractérisation moléculaire (typage bactérien) et protéique de leur pouvoir pathogène (détection/quantification des toxines). Son expertise permet de nourrir l'évaluation des risques, de contribuer à l'évolution du système de surveillance des bactéries productrices de toxines dans les denrées alimentaires et d'aider les tutelles dans leurs prises de décision.
L'unité porte deux mandats français (LNR) et européen (LRUE) de laboratoire de référence, sur les staphylocoques à coagulase positive (SCP).
Les projets de recherche s'inscrivent dans le renforcement et l'extension de l'expertise de l'unité dans ses domaines d'activités.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité hiérarchique du Chef d'Unité, le/la responsable d'équipe staphylocoques sera en charge du pilotage des activités de l'équipe staphylocoques. Il/elle sera force de propositions sur les orientations à prendre sur les thématiques dénombrement, typage et toxines de l'équipe staphylocoques. Il/elle participera à la définition, au suivi des projets de l'équipe en lien avec les responsables de projets. Il/elle veillera également à la valorisation (publications) des résultats obtenus par l'équipe. Enfin, il/elle secondera le chef d'unité et assurera une position hiérarchique sur les agents de l'unité

Activités

A ce titre, il/elle devra

- Proposer la stratégie scientifique de l'équipe staphylocoques et contribuer à celle de l'unité
- Structurer les thématiques de recherche, animer l'équipe staphylocoques et s'assurer du bon déroulement des activités
- Participer aux activités de référence en offrant un appui au responsable du LNR SCP/ES
- Valoriser l'ensemble des travaux réalisés (publications, communications)
- Elaborer les supports nécessaires à l'évaluation des activités scientifiques et techniques de l'équipe staphylocoques
- Assurer un appui au chef d'unité sur différents aspects scientifiques et administratifs de l'unité

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC +8 en microbiologie, biologie moléculaire ou physicochimie.
L'habilitation à diriger les recherches ou la capacité à obtenir à court terme ce diplôme est souhaitée.

Expériences similaires

Une expérience réussie en gestion d'équipe et en pilotage de projets scientifiques est nécessaire.

Compétences

- Connaissance théorique et pratique de la spectrométrie de masse haute résolution pour l'étude des protéines serait un vrai plus.
- Capacités rédactionnelles avérées et aptitudes à la communication orale
- Respect strict des règles d'hygiène et de sécurité
- Connaissance de la réglementation relative aux MOT
- Aptitudes relationnelles et goût pour le travail en équipe
- Capacité d'analyse et de synthèse
- Maîtrise de l'anglais scientifique (communication écrite et orale)
- Maîtrise de l'outil informatique (pack office, pro logiciels, logiciels)
- Aptitude organisationnelle, rigoureux(se) et dynamique
- Maîtrise de l'environnement assurance qualité (NF EN ISO 17025 et NF EN ISO 17043)

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 25 avril 2018

Renseignements sur le poste : Jacques-Antoine Hennekinne, chef de l'unité SBCL
(jacques-antoine.hennekinne@anses.fr - 01 49 77 26 24)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2017-147 à :** recrutement@anses.fr

Date : 04/04/2018

Poste à pourvoir	**Directeur adjoint des finances (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 1 ou agent titulaire de catégorie A+**
Type de contrat	**Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement ou affectation**
Localisation	**Maisons Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***Selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction des finances / Préfiguration de la direction des achats et des finances

Missions / contexte

La Direction des finances prescrit et exécute les recettes et les dépenses de l'Agence. Son directeur est assisté d'un directeur adjoint et de trois chefs de service :

- le service de la Programmation budgétaire et du contrôle de gestion (élaboration, exécution et contrôle du budget de l'agence, comptabilité analytique, etc.),
- le service Conventions, recettes et dépenses (gestion administrative et financière des conventions, reporting, contrôle de gestion, etc.),
- le service des Moyens généraux des sites de Maisons-Alfort (gestion de l'ensemble de l'approvisionnement et de la logistique des directions du siège et des 2 laboratoires).

Dans un objectif d'efficience, une direction des achats et des finances va être créée suite au rapprochement des équipes actuellement rattachées à deux entités : la Direction des finances et la Direction des achats. Elle aura pour mission de déployer l'ensemble des procédures, des moyens et des outils pour moderniser et professionnaliser les fonctions financières et achats au sein de l'Agence. Elle mettra en place des outils d'aide à la décision stratégique et préviendra les risques financiers et juridiques.

La direction comprendra à terme environ 25 personnes dont un adjoint, et couvrira en plus du périmètre initial l'objectif suivant : la recherche d'efficience économique et de développement durable en matière d'achats, d'approvisionnement et de gestion des stocks au niveau national.
Eléments d'activités :

- Budget de l'établissement : 140 M€,
- Subventions pour charge de service public : 93M€
- Taxes et redevances : 32M€
- Conventions de recettes : 11M€

Autres produits : 4 M€

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Placé (e) sous l'autorité du directeur financier, le Directeur adjoint des finances est chargé (e) des attributions suivantes :

Activités

1/ <u>Missions de pilotage</u>

- Participation à la définition de la stratégie financière de l'établissement,

Participation au cadrage budgétaire, 130 M€ de dépenses de fonctionnement dont 90M€ de masse salariale et 10M€ de dépenses d'investissement,
Supervision, coordination du cadrage annuel de la masse salariale en fonction du plafond d'emploi, Suivi de l'exécution mensuel et mise en place d'indicateurs d'alerte,

- Élaboration des documents d'analyse budgétaire et de synthèse à l'attention de la direction générale et du conseil d'administration

- Conduite du dialogue de gestion avec les entités de l'agence

- Animation du réseau des responsables administratifs et financiers, associant la Direction des achats, la Direction des Ressources Humaines et la Direction technique et informatique

- Poursuite du déploiement de la réforme de la comptabilité budgétaire dans le cadre du décret du 7 novembre 2012

Optimisation organisationnels et opérationnels induits par la réforme et en particulier de l'outil Qualiac

- Coordination et développement du contrôle de gestion, du contrôle interne et de la comptabilité analytique

Force de proposition dans la démarche de contrôle de gestion (cartographie des risques, plans d'action et des plans de contrôle de gestion)
Supervision de la conception et de la mise en œuvre des outils de pilotage et tableaux de bords,
Supervision des travaux de production et de modernisation de la comptabilité analytique.

2/ <u>Missions d'appui sur l'ensemble des services de la direction des finances</u>

- Suppléance, le cas échéant, du Directeur financier pour l'ensemble des activités

- Encadrement et management des équipes

- Coordination et supervision des activités

- Programmation budgétaire et du contrôle de gestion :
  supervision, de l'ensemble des décisions budgétaires, financières et fiscales de l'établissement (budget initial, budget rectificatif, rapport de l'ordonnateur; PPI, trajectoire financière,..) conférences budgétaires, animation du dialogue budgétaire…,
  supervision, coordination de l'ensemble des échanges budgétaires et financiers avec les tutelles et les corps de contrôle

- Gestion des conventions :
  supervision des travaux d'élaboration et de signature des conventions de recettes, des opérations d'exécution

- Pilotage de la performance des achats

- Poursuite, en lien avec le directeur financier/agent comptable de la modernisation des pôles et de la professionnalisation des équipes et des pratiques

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Formation supérieure en gestion, finances publiques, droit,

Expériences similaires

- Expérience avérée en gestion publique et management d'équipe (plus de 5 ans)
- Expérience significative dans la construction budgétaire (plus de 5 ans)

Compétences

- Parfaite maitrise des règles budgétaires, comptables et fiscales des établissements publics administratifs (décret GBCP)
- Sens avéré du management, de la planification et de la coordination d'activités
- Aptitude à la décision, d'adaptation et de réactivité
- Capacités d'analyse, de synthèse et rigueur
- Excellent relationnel, aptitude à communiquer avec des interlocuteurs variés
- Forte aptitude à la conduite du changement compte tenu de la succession rapide des réformes notamment avec la mise en œuvre du décret GBCP
- Maitrise des outils de bureautiques et des progiciels comptables et financiers

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 25 avril 2018

Renseignements sur le poste : Isabelle TILLY-BECKER (gwendoline.poret@anses.fr)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2018-041 à :** recrutement@anses.fr

Date : 29/03/2018

Poste à pourvoir	**Chargé de projet scientifique et technique en microbiologie et biologie moléculaire (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public de 6 mois**
Localisation	**Fougères**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Le laboratoire de Fougères compte une soixantaine d'agents et comprend 4 unités : Analyse des Résidus et Contaminants (ARC), Toxicologie des contaminants (TC), Expérimentation, Modélisation et Analyse de Données (EMAD) et Antibiotiques, Biocides, Résidus et Résistance (AB2R). Il mène des activités de recherche et de référence sur plusieurs types de dangers chimiques et biologiques pouvant affecter la sécurité des aliments et la qualité des aliments. Il détient plusieurs mandats de référence en tant que Laboratoire National de Référence (LNR) pour les résidus de médicaments vétérinaires, Laboratoire de Référence de l'Union Européenne (LR-UE) pour les résidus d'antibiotiques et de colorants, et LNR pour la résistance antimicrobienne.

Missions / contexte

Le poste est à pourvoir dans l'unité Antibiotiques, Biocides, Résidus et Résistance (AB2R). L'unité est composée de 14 permanents dont 6 scientifiques et 8 techniciennes. L'unité mène des activités de recherche et de référence sur la résistance des bactéries aux antibiotiques et aux biocides dans le domaine de la sécurité alimentaire. Dans le cadre de ses missions de référence, l'unité surveille en collaboration avec les laboratoires de l'Anses Ploufragan et l'Anses Maisons-Alfort, l'évolution de la sensibilité aux antibiotiques des bactéries d'origine animale. Pour mieux comprendre les facteurs contribuant à l'émergence de bactéries résistantes aux antimicrobiens, l'unité mène des programmes collaboratifs de recherche sur les relations doses (usuelles, résiduelles) - effets (cultivabilité, antibiorésistance) des antibiotiques et des biocides sur les communautés bactériennes (flore simplifiée, flore complexe, microbiote intestinal).

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité hiérarchique du chef d'Unité AB2R et l'autorité fonctionnelle du responsable LNR résistance antimicrobienne, le scientifique recruté aura la charge d'évaluer, d'améliorer et de valider différentes méthodes développées pour l'isolement sélectif des Entérobactéries résistantes à la colistine à partir de prélèvements d'origine animale et alimentaire. La résistance à la colistine sera caractérisée par des méthodes phénotypiques et le mécanisme de résistance confirmé par des méthodes moléculaires. Cette mission s'inscrit dans le cadre d'un projet européen de recherche sur les zoonoses alimentaires "EJP One Health" dont l'objectif est de proposer des tests de dépistage sensibles pour les résistances émergentes. Cette mission s'inscrira dans le programme de travail d'IMPART « IMproving Phenotypic Antimicrobial Resistance Testing » et sera réalisée en collaboration avec le leader du workpackage situé à l'Anses Maisons- Alfort et les 13 partenaires du consortium européen.

Activités

- Rédiger et mettre en œuvre des protocoles expérimentaux en microbiologie
- Mettre en œuvre des protocoles expérimentaux en biologie moléculaire (PCR, qPCR)
- Appliquer les principes de validation de méthodes
- Analyser et interpréter les résultats
- Rédiger un rapport de synthèse

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC +5 dans le domaine de la microbiologie et de la biologie moléculaire
Minimum Bac+3

Expériences similaires

- Une expérience en microbiologie et en biologie moléculaire est indispensable
- Une expérience en conduite de projets de recherche est souhaitée
- Une expérience en développement et validation de méthodes dans le domaine de la microbiologie serait appréciée.

Compétences

- Compétences scientifiques et techniques en microbiologie et biologie moléculaire
- Maîtrise de l'anglais scientifique écrit et oral
- Conduire, piloter et valoriser un projet
- Aptitude au travail en équipe, qualités relationnelles et sens des responsabilités
- Autonomie, aptitude organisationnelle, rigueur, force de proposition et dynamisme
- Capacité d'analyse, de synthèse et aptitude à rendre compte
- Maîtrise des outils informatiques de bureautique
- Sensibilisation aux règles d'hygiène et de sécurité et des risques biologiques

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 12 avril 2018

Renseignements sur le poste :

- Mme PERRIN-GUYOMARD Agnès : agnes.perrin-guyomard@anses.fr / Tel : 02 99 94 78 93

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2018-038 à :** recrutement@anses.fr

Date : 05/04/2018

Poste à pourvoir	**Technicien de laboratoire en biologie (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 3**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public de 18 mois**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Laboratoire de santé animale
Unité Zoonoses Bactériennes (UZB)

Missions / contexte

L'Unité UZB du Laboratoire de santé animale de Maisons Alfort (25 agents) s'intéresse aux affections bactériennes multi-espèces ayant une incidence sur la santé publique humaine et dont les conséquences économiques en élevage sont généralement importantes dont les mycobactérioses. L'Unité UZB est en particulier Laboratoire National de Référence pour la Tuberculose.

Dans ce cadre, les missions de l'Unité UZB consistent à assurer un diagnostic de référence, à réaliser des contrôles officiels et à améliorer, à harmoniser et à standardiser les méthodes de diagnostic, tout en développant des activités Recherche.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'unité et du responsable d'équipe, le technicien sera en charge notamment des activités immunosérologiques de l'équipe « mycobactéries », notamment en Tuberculose Bovine

Activités

- Analyses immunologiques, gestion des dossiers d'appui technique, gestion des sérothèques de référence, saisie informatique de données de résultats analytiques, rédaction de protocoles et de rapports techniques.
- Participation à des études épidémiologiques, recherche et validation de nouvelles techniques de diagnostic sérologique appliquées aux mycobactérioses.
- Suppléance aux activités de bactériologie et de biologie moléculaire de l'équipe si besoin
- Participation aux formations de stagiaires français dans le domaine.
- Participation à l'encadrement et suppléance des personnels d'assistance technique.
- Fonctions de coordination transversale possibles.
- Participation à la production technique de l'unité UZB, principalement pour les mycobactéries, en lien avec la responsable d'équipe et ses collaborateurs scientifiques et techniques.

Conditions particulières

- Etat de santé compatible avec la manipulation des animaux de laboratoire et avec le port d'équipement de protection individuelle (combinaison, masque type FFP2, gants, sur-chaussures, charlotte) pour un travail en zone de laboratoire de niveau 3 (hautement protégé)
- Manipulation potentiellement de produits dangereux nécessitant un respect strict des procédures.
- Accord pour un suivi médical spécifique.

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC+2 de type BTS/DUT en biologie, ayant une formation en immunologie et en microbiologie. Formation en expérimentation animale souhaitée. Minimum Bac.

Expériences similaires : Expérience en laboratoire souhaitée si possible en immunologie (et bactériologie éventuellement)

Compétences :

- Bonne connaissance de l'immunologie
- Bonne connaissance, et si possible formation acquise, en assurance qualité et sur les risques biologiques.
- Aptitude au travail en équipe, pour des tâches très diverses, compréhension et respect des procédures écrites et des prescriptions.
- Vigilance sur les règles d'hygiène et sécurité.
- Utilisation des logiciels bureautiques courants (WORD, EXCEL).
- Connaissance de l'anglais souhaitée

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 25 avril 2018

Renseignements sur le poste : Maria-Laura BOSCHIROLI maria-laura.boschiroli@anses.fr (tel 01 49 77 13 21)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2017-160 à :** recrutement@anses.fr

Date : 04/04/2018

Poste à pourvoir	**Technicien de laboratoire en biologie (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 3**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public de 6 mois**
Localisation	**Malzéville (54)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse	Laboratoire de la Santé des Végétaux Unité de mycologie
Missions / contexte	Le laboratoire de la santé des végétaux est implanté sur divers sites en France. Le poste proposé est basé à Malzéville (Nancy), station en charge de la mycologie pour la santé des végétaux. Elle comporte 10 agents permanents. L'unité est en charge du mandat de laboratoire national de référence (LNR) portant sur les champignons phytopathogènes. Ses missions comprennent les activités suivantes : -Activité analytique : diagnostic, détection de champignons phytopathogènes -Activité de référence : la réalisation d'analyses de routine et de confirmations dans le cadre de programmes nationaux de surveillance et de contrôle, la formation, l'animation et le suivi de laboratoires tiers agréés pour les analyses officielles déléguées. -Expertise : Rédaction de protocoles, de guides, d'analyses de risque phytosanitaire. -Recherche / Développement : mise au point et la validation de méthodes de détection, d'identification et de caractérisation de champignons phytopathogènes -Recherche : caractérisation d'agents phytopathogènes émergents, description de nouvelles espèces, phylogénie, évaluations technologiques.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'unité, le(la) technicien(ne) de laboratoire sera en charge d'activités techniques transversales du domaine analytique.

Activités

- Isolements et repiquages mycologiques dans le cadre d'analyses de diagnostic phytopathologique spécialisé
- Préparation et validation des milieux de cultures
- Mise en œuvre de protocoles d'analyses de détection (extraction d'ADN à partir d'échantillons)
- Participation à la préparation et la validation des échantillons pour l'organisation d'essais interlaboratoires
- Autoclavage, stérilisation et nettoyage de matériel ou de reliquats d'analyse
- Participation à la maintenance des différents équipements et à l'entretien courant du laboratoire

Conditions particulières

- Etat de santé compatible avec le port d'équipements de protection individuelle (combinaison, gants, sur-chaussures, charlotte) pour certaines activités réalisées en zone de laboratoire confinée.
- Respect des règles de confidentialité
- Manipulation de produits dangereux

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis :

- BTS, DUT ou Licence professionnelle dans le domaine de la microbiologie et de la biologie moléculaire. Minimum BAC**.**

Expériences similaires

- Expérience en laboratoire d'analyse ou de recherche appréciée, particulièrement dans le domaine des analyses microbiologique (mycologiques)

Compétences

- Maîtrise des principales techniques d'analyses et de culture microbiologiques
- Maîtrise des techniques d'extraction d'ADN à l'aide de kits commerciaux.
- Bonne connaissance, et si possible formation acquise, en assurance qualité et sur les risques biologiques.
- Aptitude au travail en équipe, pour des tâches très diverses, compréhension et respect des procédures écrites et des prescriptions, notamment dans le cadre de l'assurance qualité.
- Vigilance sur les règles d'hygiène et sécurité.
- Utilisation des logiciels bureautiques courants (WORD, EXCEL).

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 24 avril 2018

Renseignements sur le poste : Renaud IOOS, chef d'unité mycologie (renaud.ioos@anses.fr / 03 83 29 00 02)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2018-039 à :** recrutement@anses.fr

Date : 04/04/2018

Poste à pourvoir	**Technicien de laboratoire en biologie moléculaire (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 3**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public de 24 mois**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Laboratoire de sécurité des aliments, site de Maisons-Alfort, département des contaminants microbiologiques des aliments, unité Staphylocoques, Bacillus et CLostridies (ci-après désignée SBCL) – Equipe Bacillus

Missions / contexte

Le poste est à pourvoir au sein du département Contaminants microbiologiques des aliments du Laboratoire de sécurité des aliments de l'Anses, dans l'unité « Staphylocoques, Bacillus, CLostridies» (ci-après désignée SBCL). Cette unité, composée de 25 personnes réparties en 3 équipes, porte trois thématiques relatives à des dangers microbiologiques dus aux bactéries toxinogènes Staphylocoques, Bacillus et Clostridies.
L'unité mène des activités de référence, de recherche et de surveillance. Pour les trois dangers microbiologiques, l'unité SBCL exerce ses compétences pour couvrir les champs du « germe à la toxine » au travers notamment de la détection/dénombrement des bactéries et de la caractérisation moléculaire (typage bactérien) et protéique de leur pouvoir pathogène (détection/quantification des toxines). Son expertise permet de nourrir l'évaluation des risques, de contribuer à l'évolution du système de surveillance des bactéries productrices de toxines dans les denrées alimentaires et d'aider les tutelles dans leurs prises de décision.
L'unité porte deux mandats français (LNR) et européen (LRUE) de laboratoire de référence, sur les staphylocoques à coagulase positive (SCP).
Les projets de recherche s'inscrivent dans le renforcement et l'extension de l'expertise de l'unité dans ses domaines d'activités.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité hiérarchique du chef d'unité et sous la responsabilité scientifique directe du responsable d'équipe, le/la technicien(ne) contribuera à assurer l'expertise technique dans son domaine et la mise en place et le développement de méthodes de typage moléculaire des souches de *Bacillus cereus* dans le cadre des projets portés par l'équipe et pour la caractérisation de toxi-infections alimentaires.

Activités

- Aider à la mise en place et au développement des méthodes d'analyse pour l'extraction et le dosage des acides nucléiques (ADN, ARN), la détection et l'expression des gènes d'intérêts et de typage moléculaire, notamment de type NGS
- Participer à l'analyse et la comparaison de séquences de génomes bactériens issues du séquençage de génomes complets, en lien avec la mission GAMeR (Génomique Analyse Modélisation et Risque) du laboratoire
- Participer aux activités de l'équipe en ce qui concerne le typage moléculaire des souches de *Bacillus cereus* dans le cadre de projets et de caractérisation de TIAC
- Contribuer activement à la mise en œuvre et au respect des procédures qualité
- Accompagner les stagiaires au niveau technique
- Participer à la maintenance du matériel et à la gestion des consommables
- Réceptionner, enregistrer, stocker et assurer le suivi d'échantillons et de souches
- Respecter et appliquer les dispositions générales et spécifiques d'hygiène et sécurité du laboratoire.

Conditions particulières Etat de santé compatible avec la manipulation de pathogènes de classe 2.

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC + 2/3 ou équivalent en Biologie moléculaire

Expériences similaires

- Expérience d'au moins 3 ans en laboratoire
- Une expérience en biologie moléculaire est indispensable
- Expérience appréciée dans le domaine de la microbiologie des aliments

Compétences

- Compétences techniques en biologie moléculaire (PCR en temps réel, en particulier)
- Compétences théoriques et pratiques en analyse bio-informatique
- Aptitude organisationnelle, rigoureux(se) et dynamique,
- Qualités relationnelles et capacités de dialogue et de travail en équipe
- Autonomie et sens des responsabilités dans son domaine d'activité
- Connaissance de l'anglais
- Maîtrise des logiciels bureautiques
- Sensibilisation à l'assurance qualité

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 25 avril 2018

Renseignements sur le poste :

- Sabine HERBIN, responsable de l'équipe Bacillus (sabine.herbin@anses.fr / 01 49 77 27 55)
- Jacques-Antoine HENNEKINNE, chef d'unité (Jacques-Antoine.Hennekinne@anses.fr)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2018-024 à :** recrutement@anses.fr

Agence de Services et de Paiement

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Agence de Services et de Paiement (ASP)
Siège - 2, rue du Maupas - 87040 Limoges Cedex 1

Direction Financière Juridique et Logistique – Direction des achats

Directeur(trice)

N° du poste : 18376 **Catégorie : A+**	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 3	**Groupe RIFSEEP : 1**
Poste vacant / SREPES **Date limite de candidature : 11 mai 2018**	
Présentation de l'environnement professionnel	L'ASP est un établissement public administratif placé sous la double tutelle des ministères en charge de l'Agriculture et du Travail. Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques d'aides européennes, nationales et locales, et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, du contrôle, du paiement et du recouvrement. Son siège est localisé sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil-sous-Bois) et son réseau est composé de 17 directions régionales implantées en métropole et en outre-mer. L'ASP assure le paiement annuel de 18 milliards d'euros d'aides publiques et son budget propre est de l'ordre de 250 millions d'euros. La Direction financière, juridique et logistique (DFJL) intervient notamment dans les domaines suivants : le budget (élaboration, exécution, restitution,...) ; les procédures de marchés publics lorsque l'ASP est acheteuse ; la politique d'achat ; les réponses aux appels d'offre lorsqu'elle l'ASP est prestataire ; la tarification ; la politique immobilière (maintenance, travaux, baux,...) et la logistique (parc automobile, moyens généraux, accueil, courrier, reprographie, archivage, sécurité, inventaire,...) pour les 28 sites et le siège.
Objectifs du poste	Placé(e) sous l'autorité de la Secrétaire générale, le ou la responsable de la DFJL décline les orientations stratégiques de l'établissement définies par la Direction générale en matière budgétaire, juridique et logistique ainsi que sur le plan de la politique d'achat.
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	Ses principales missions comprennent : - l'organisation et le bon fonctionnement de sa direction composée de 3 services comportant un effectif total d'environ 45 agents dont 2 adjoints ; - la représentation de l'établissement à l'occasion des réunions ou négociations avec les tutelles et les autres donneurs d'ordre ; - l'élaboration, l'exécution et le suivi du budget propre de l'établissement ; - la maintenance fonctionnelle de l'application budgétaire et comptable ; - la production de la comptabilité analytique. Il ou elle est responsable : - de l'ordonnancement des dépenses, de l'émission des titres de recettes et du contrôle interne financier et budgétaire ;

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">- de la passation des marchés publics et des contrats conclus ;
- de la régularité des conventions passées ;
- de la gestion du patrimoine immobilier et mobilier ;
- de l'allocation optimisée des ressources aux différentes directions ;
- du fonctionnement des moyens généraux et la sécurité des locaux.

Les principaux chantiers en cours portent sur :
- le renforcement de la qualité de la tarification des prestations réalisées, nécessaire à l'équilibre financier ;
- l'amélioration des prévisions budgétaires, en particulier en matière de suivi des dépenses d'investissement sur les systèmes d'information et de la masse salariale ;
- la mise en œuvre de la politique d'achat et des plans d'actions achat.

Il ou elle participe, en tant que de besoin, à tout groupe de travail organisé en interne ou en en externe à l'établissement et contribue à la politique générale de l'agence.

Il ou elle rend compte à la Direction générale de l'exécution de l'ensemble des missions de la DFJL.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">En interne : la Direction générale et toutes les directions du siège et régionales.
En externe : les ministères de tutelle, les donneurs d'ordre (autres ministères, établissements publics, collectivités territoriales,...), les partenaires, les fournisseurs et les prestataires.</td></tr>
<tr><td>Compétences liées au poste</td><td>Savoirs
- Maîtrise des règles et des procédures budgétaires et comptables publiques ;
- Connaissance de la réglementation afférente à l'achat public ;
- Maîtrise des dispositifs de contrôle interne et de contrôle de gestion ;
- Utilisation des logiciels bureautiques.</td><td>Savoir-faire
- Aptitude à organiser, diriger, animer et informer ;
- Capacité à décider et à négocier ;
- Esprit d'analyse, de méthode et de rigueur ;
- Sens de l'anticipation et réactivité ;
- Aptitudes relationnelles ;
- Aisance dans l'expression en public.</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">M. Stéphane LE-MOING, Président directeur général
Tél. 05 55 12 00 17 - courriel : stephane.le-moing@asp-public.fr

Mme Claire VINCENTI, Secrétaire générale
Tél. 05 55 12 00 27 - courriel : claire.vincenti@asp-public.fr

M. Olivier LACOMBE, Directeur des Ressources Humaines
Tél. 05 55 12 00 53 – olivier.lacombe@asp-public.fr

Mme Carole BEYSSAC, Conseillère mobilité carrière (DRH/SEEC)
tel : 05.55.12.00.87 - courriel : mobilite@asp-public.fr</td></tr>
</table>

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

FranceAgriMer

12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Mission des affaires européennes et internationales / Unité appui aux esportateurs

Chef de l'unité appui aux exportateurs

N° appel à candidature : 180208	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : 2 *En cours de validation*	**Cotation Groupe RIFSEEP : 2 si corps des attachés d'administration de l'Etat**
Poste vacant	**Localisation : Montreuil (93)**

Présentation de l'environnement professionnel	FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles, forestières et de la pêche. Ses principales missions consistent à : - favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche, - assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique, - mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés, - gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens. Le poste est rattaché à la Mission des Actions européennes et internationales (MAEI). La Mission est pour l'essentiel chargée de : - Assurer un rôle de coordination au sein de l'établissement sur les sujets européens (en particulier en lien avec la Politique agricole commune - PAC) - Sur la base d'un dialogue avec les filières professionnelles, raisonner, notamment sur la base de critères économiques, le ciblage des marchés ou des sujets à considérer pour développer les exportations et l'internationalisation des filières professionnelles françaises en pays tiers ; - Faciliter l'accès des exportateurs aux marchés de ces pays, notamment en résolvant les contraintes sanitaires, phytosanitaires et/ou techniques en appuyant la DGAL dans la conduite de négociations, en facilitant l'information sur la qualité des produits français et en fournissant les informations nécessaires aux exportateurs sur ces marchés ; - Accompagner les filières à l'international par des actions de soutiens à l'exportation (études, séminaire de présentation du système sanitaire français, information sur les programmes de promotion…) - Assurer un volet de la maîtrise d'ouvrage de l'outil Expadon 2, plateforme informatique visant à faciliter l'accès à l'information et aux procédures d'exportations pour les opérateurs - Conduire des programmes et les actions de coopération soutenant les filières françaises à l'international et gérer le budget d'influence du Ministère.
Objectifs du poste	Gère les actions d'appui export au sein de la mission des affaires européennes et internationales
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	- Anime et encadre l'Unité d'Appui aux Exportateurs (de 13 à 15 agents) ; - Est capable de remplacer n'importe quel agent en cas de vacance de poste - Coordonne et suit les actions d'appui export qui visent en particulier à réduire les barrières SPS (sanitaires et phytosanitaires) et à faciliter l'accès des produits de l'agriculture et de la pêche français aux marchés internationaux; - Assure le lien avec les organisations professionnelles et les administrations concernées, notamment la DGAL, la DGPAAT, la DG Trésor et le réseau de l'international du MAAF, sur les sujets de compétence de l'Unité; - Organise les Comités Export SPS qui permettent de dégager des couples pays / produits prioritaires en matière de négociations d'accès aux marchés internationaux; - Assure la bonne organisation des missions d'inspection/audit étrangères et gère les budgets afférents ; - Participe à la validation, en liaison avec la DGAL et le service informatique de l'établissement, les développements du service en ligne Exp@don et de la future plateforme Expadon2 ; - Veille à la qualité de la donnée sous expadon2/module agréments

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">- Supervise la gestion des listes d'établissements agréés à l'exportation en coordination avec la DGAL;
- Contribue aux discussions relatives au comité transverse export ou aux autres instances de FAM en lien avec les activités de l'unité ; participe le cas échéant aux actions qui en découlent ;
- Développe des actions d'appui à l'international pour les filières agricoles (pré-audits, formations, informations…)
- Assure le contact avec les représentants professionnels des différents secteurs, en lien avec les délégués filières respectifs;

Déplacements occasionnels en France et à l'International</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Les organisations professionnelles et les opérateurs du secteur alimentaire animal,
Au sein du ministère chargé de l'agriculture, la Direction générale de l'alimentation (DGAL / SDASEI -Sous-direction des Affaires européennes et internationales)
France vétérinaire international (FVI),
La DG Trésor,
Le réseau des Services économiques,
Business France.</td></tr>
<tr><td>Compétences liées au poste</td><td>Savoirs
- Formation technique supérieure en matière agricole (niveau IDAE) ;
- Maîtrise de la réglementation spécifique au secteur des négociations SPS ;
- Connaissance de l'environnement économique et des enjeux à l'exportation du secteur agro-alimentaire ;
- Pratique de l'anglais et d'éventuelles autres langues</td><td>Savoir-faire
Etre à même de :
- coordonner les actions de FranceAgriMer avec celles des autres acteurs ;
- manager une équipe et savoir rendre compte ;
- Expérience d'un ou plusieurs postes à l'International ou en administration centrale dans le domaine SPS ;
- Aptitude au travail d'équipe, au dialogue interculturel et aux relations humaines avec les partenaires extérieurs. Rigueur et exigence dans l'organisation.</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Carole LY : responsable de la mission
Tél : 01.73.30.31.70 – carole.ly@franceagrimer.fr

Williams CAMPOS-SUAREZ, adjoint à la cheffe du service des ressources humaines
Tél. : 01.73.30.22.66 - mobilite@franceagrimer.fr</td></tr>
</table>

Date limite de dépôt de candidature le vendredi 4 mai 2018

Catégorie A – A+

Poste : expert forestier au Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM)

(Durée 3 ans)

Cotation parcours professionnel : 3

<u>Attention</u> : seules les candidatures de fonctionnaires ou de personnes contractuelles en CDI de droit public pourront être prises en compte.

Contexte organisationnel

Le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) est le mécanisme financier historique des trois conventions de Rio[1] depuis environ 25 ans. Il compte 183 pays membres. Il fait partie du système des Nations-Unies. Il octroie environ un milliard de dollar US par an sous forme de subventions aux pays en développement pour les aider à mettre en œuvre ces conventions. Cet appui permet d'attirer des co-financements complémentaires importants (en moyenne, 7 fois plus que l'investissement du FEM) et de financer des projets concrets sur le terrain. Ces projets sont le plus souvent d'un montant compris entre 10 et 50 millions de dollars US. Entre 25 et 30% de cette aide va au secteur des forêts dans une approche paysage, incluant également des activités dans le secteur de l'agriculture. Le FEM est le premier bailleur de fonds multilatéral mondial des forêts sous forme de dons dans les pays en développement.

Le FEM possède un réseau de 18 agences accréditées pour l'élaboration et l'exécution des projets, parmi lesquelles la Banque Mondiale, la FAO, UNDP, UNEP, la Banque Africaine de développement, WRI, IUCN… Ces organisations ont besoin des financements du FEM pour nombre de leurs actions et travaillent en étroite collaboration avec son secrétariat.

Le FEM est aussi un des principaux acteurs multilatéraux du dialogue et de l'élaboration de l'agenda international sur les forêts : membre du Partenariat Collaboratif sur les Forêts (CPF) qui est constitué de 14 organisations internationales ayant des activités a l'échelle globale sur les forêts, il contribue ainsi aux travaux du secrétariat du Forum des Nations-Unis sur les Forets (FNUF). A ce titre, le FEM participe notamment à la mise en œuvre du Plan Stratégique sur les forêts 2017-2030, adopté par les Nations-Unies en janvier 2017.

D'une façon générale, par sa capacité importante de financement sous forme de dons, le FEM influence les choix d'investissements de ses partenaires : les gouvernements bénéficiaires comme les organisations internationales.

À partir de juillet 2018, un nouveau cycle du FEM commencera et durera jusqu'en 2022. La reconstitution du FEM étant réalisée tous les quatre ans, il s'agira donc du 7ème cycle. Le FEM-7 en cours d'élaboration consacrera une part prépondérante à l'usage des terres comprenant l'agriculture et les forêts, notamment au moyen de son financement traditionnel pour lutter contre le changement climatique, la perte de biodiversité et la désertification, mais aussi par la biais de deux programmes spécifiques (appelés « Impact Programs ») : le premier, « Systèmes alimentaires, usages des terres et restauration » et le second, « Gestion durable des Forets », centré sur le Bassin du Congo, l'Amazonie et les terres sèches. Ces programmes sont des approches intégrées, qui ont pour objectifs de lutter contre la dégradation des forêts et des terres en prenant en compte les diverses causes de cette dégradation ainsi que l'ensemble des dimensions de leur développement durable : sociales, économiques et environnementales.

[1] Convention cadre des Nations-Unies sur les changements climatiques (CCC), Convention pour la biodiversité (CBD), Convention de lutte contre la désertification (CLD).

Objectifs du poste

Sous l'autorité du Directeur des Programmes du FEM, l'expert français mis à disposition sera placé au sein de trois équipes thématiques différentes - Gestion durable des forêts, Changement Climatique et Dégradation des Terres - et 3 équipes régionales – Afrique, Proche et Moyen Orient et Amérique du Sud (ce type de positionnement est permis du fait de l'organisation transversale du FEM). Ses thèmes d'intervention prioritaires seront la lutte contre la déforestation, la restauration des terres forestières et agricoles, la conservation des forêts, la valorisation des produits forestiers, l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à ses effet, l'inclusion des populations autochtones et la prise en compte des questions de genre.

L'expert français disposera des moyens logistiques du FEM (missions, bureau, communication).

Les objectifs du poste sont les suivant :

A. Contribuer à l'efficacité du Secrétariat du FEM à travers la participation et la mise en œuvre des priorités stratégiques contenues dans les Directives de Programmation du FEM-7 et la Stratégie 2020, comme membre d'une équipe régionale du FEM.

B. Contribuer dans le domaine des forêts au renforcement du Partenariat du FEM avec des institutions clés comme les Secrétariats des Conventions de Rio, les Gouvernements, les ONG, les communautés indigènes et le secteur privé.

C. Contribuer à la coordination et mise en œuvre effective des "Programmes d'impact" et autres programmes globaux faisant partie des Directives de Programmation du FEM-7.

D. Participer au développement de l'échange d'information et de la collaboration entre les Unités du FEM à travers la participation, autant que de besoin, aux travaux de l'Unité de la Politique, des Partenariats et des Opérations et du Bureau de la Directrice du FEM.

Compétences techniques

Les domaines d'expertise de l'expert incluront :

> Une expertise scientifique, technique et pratique pour aider les gouvernements et les agences accréditées par le FEM pour la mise en œuvre de projets de développement forestier et agricole et de l'agenda international sur les forêts ;

> Un diplôme universitaire ou équivalent avancé approprié avec une qualification en matière de sciences de l'environnement et, si possible, de gestion durable des forêts et autres thèmes liés aux écosystèmes et à leurs services ;

> Au moins 7 ans d'expérience professionnelle, y compris dans un environnement multiculturel et international ;

> Solide connaissance des questions de développement, scientifiques, techniques, sociales, d'investissement, politiques et d'autres questions relatives à la promotion de la gestion durable des forêts ;

> une excellente connaissance et exposition au régime international des forêts, du changement climatique et du commerce et aux processus et initiatives connexes, y compris les processus de négociation internationale ;

> Solide expérience nationale et internationale dans la gestion de programmes liés aux forêts. Expérience dans les pays en développement en relation avec des acteurs variés tels que des organisations internationales, des agences de développement, le secteur privé, des institutions scientifiques et techniques, des gouvernements et des ONGs ;

> Une expérience avec les organisations et institutions françaises, nationales et internationales, liées au développement forestier, telles que le MAA, le CIRAD, l'IRD, le FFEM, etc., et une bonne compréhension des politiques et opérations du FEM seraient un plus ;

> Capacité à travailler dans une équipe pluridisciplinaire et multifonctionnelle.

Conditions à remplir

> Professionnalisme: très proactif/ve et axé/e sur les résultats; capacité à examiner et réviser le travail des autres; consciencieux/se et efficace dans le respect des engagements, le respect des échéances et l'atteinte des résultats; excellente capacité analytique et conceptuelle; capacité de produire des rapports clairs et complets; capacité d'identifier et d'aborder les questions de politiques et de présenter des résultats analytiques et de prendre des décisions ;
> Communication: une excellente maîtrise de l'anglais à la fois à l'écrit et à l'oral est obligatoire, y compris la capacité de communiquer avec des personnes d'origines différentes, la connaissance du français et/ou de l'espagnol sera avantageuse ;
> Travail d'équipe: excellentes aptitudes interpersonnelles avec la capacité de travailler sous pression, capacité à diriger et obtenir la coopération des autres dans un effort d'équipe, y compris pour les activités de collecte de fonds ;
> Jugement/prise de décision: bon jugement et esprit d'initiative, imagination et débrouillardise, énergie et tact; capable d'assurer une structure de travail efficace pour maximiser la productivité et obtenir des résultats ;
> Sensibilisation technologique: capacité de se tenir au courant des développements et des technologies pertinentes applicables à la profession.

Fonctions spécifiques pour chaque objectif

A. Contribuer à l'efficacité du Secrétariat du FEM à travers la participation et la mise en œuvre des priorités stratégiques contenues dans les Directives de Programmation du FEM-7 et la Stratégie 2020, comme membre d'une équipe régionale du FEM.

- Contribuer avec les équipes régionales concernées du FEM au développement de stratégies régionales et nationales pour la mise en œuvre du FEM-7 et de ses projets liés à l'usage des terres (paysages, forets et agriculture), notamment dans les pays d'Afrique francophone, méditerranéens et orientaux d'intérêt pour la MAA.
- Participer à l'évaluation technique et l'approbation des propositions de projet soumis au FEM, contribuant à l'élaboration et à la supervision de projets et d'activités connexes sur le terrain.
- Participer aux dialogues et activités du FEM avec les pays et circonscriptions bénéficiaires.
- Contribuer en fonction des besoins à des tâches spécifiques déterminées par le Directeur de l'Unité des Programmes.

B. Contribuer dans le domaine des forêts au renforcement du Partenariat du FEM avec des institutions clés comme les Secrétariats des Conventions de Rio, les Gouvernements, les ONG, les communautés indigènes et le secteur privé.

- Contribuer à la bonne coordination et à l'engagement du FEM dans les réunions liées aux Conventions de Rio (incluant les COPs) et à l'agenda du développement 2030.
- Participer à l'élaboration de documents d'information et de travail dans le cadre des Conventions de Rio et sous l'autorité du Coordonnateur pour les Accords Multilatéraux sur l'Environnement.

- Aider les pays bénéficiaires à mettre en œuvre leurs engagements internationaux tels que ceux pris dans le cadre des Conventions de Rio, de la Déclaration de New York sur les forêts et du « Bonn Challenge ».
- Participer aux réunions et travaux du FEM à l'échelle mondiale sur le développement forestier, notamment dans le cadre du Partenariat de Collaboration sur les Forêts (CPF en Anglais) et du Forum des Nations Unies sur les Forêts. Cette action inclut une participation active au dialogue international sur les forêts, en particulier à l'occasion des principaux événements mondiaux sur les forêts, le changement climatique et la désertification et peut comprendre la présentation des travaux du FEM dans le cadre de colloques, réunions, conférences et autres manifestations, visant à fournir une contribution à la direction du FEM sur les sujets liés au portefeuille de travail.
- Assurer la liaison avec les organisations partenaires (CPF, Banque mondiale, FAO, CIFOR, FNUF, etc.) et entretenir des relations de partenariat et des réseaux.
- Faciliter la relation et le développement de synergies avec le Ministère français de l'agriculture et de l'alimentation (MAA) en contribuant à promouvoir l'expertise française dans les activités du FEM (AFD, FFEM, ONG françaises, etc.) ; en maintenant des échanges réguliers avec le MAA (incluant des visites à Paris) pour informer sur les activités du FEM, favoriser les synergies et assurer une liaison entre le MAA et le FEM et ; en participant, en fonction des besoins et possibilités, à des événements d'intérêt pour le MAA.
- Promouvoir le développement des relations entre les partenaires du FEM et les activités stratégiques de la France sur les forêts comme l'initiative sur les forêts d'Afrique Centrale (CAFI) et les Déclarations d'Amsterdam.

C. Contribuer à la coordination et mise en œuvre effective des "Programmes d'impact" et autres programmes globaux faisant partie des Directives de Programmation du FEM-7.

- Sous l'autorité du Chef des Programmes, participer à la coordination et au développement stratégique de programmes clés avec les partenaires du FEM, tels que ceux développés dans le cadre du CPF.
- Assurer le développement de propositions solides dans les domaines des forêts pour le Programme de Travail soumis à la Directrice et au Conseil du FEM pour validation.
- Sous l'autorité du Chef des Programmes, assurer la coordination et/ou participer à la mise en œuvre effective de programmes spécifiques tels que l'initiative « 4 pour mille » et de son développement international, « The Restoration Initiative » contribuant à la réalisation des objectifs du « Bonn Challenge » ou encore « Good Growth Partnership » qui vise à éliminer la déforestation des chaines d'approvisionnement de matières premières agricoles.

D. Participer au développement de l'échange d'information et de la collaboration entre les Unités du FEM à travers la participation, autant que de besoin, aux travaux de l'Unité de la Politique, des Partenariats et des Opérations et du Bureau de la Directrice du FEM.

- Participer à l'échange d'information sur le déploiement des programmes globaux et Programmes d'Impact du FEM liés aux forêts. Contribuer aux activités de sensibilisation et de publication.
- Contribuer aux analyses du portefeuille de projets sur les leçons tirées des projets forestiers en matière de bénéfices environnementaux globaux (atténuation du et adaptation au changement climatique, conservation de la biodiversité et lutte contre la dégradation des terres).
- Conceptualiser les travaux d'analyse sur le rôle des forêts productives dans la croissance verte inclusive et l'atténuation/adaptation des changements climatiques.
- Participer au développement de l'information sur internet relative aux projets du FEM et à leurs principaux résultats dans le secteur des forêts.
- En fonction des besoins, participer à ou conduire des taches spécifiques inter-Unités.

Durée de la mise à disposition : 3 ans, renouvelable 2 fois un an

Personnes à contacter :

- Jean-Baptiste Fauré : jean-baptiste.faure@agriculture.gouv.fr
- Nathalie Guesdon : nathalie.guesdon@agriculture.gouv.fr
- Catherine Rivoal : catherine.rivoal@agriculture.gouv.fr

Une copie du dossier de candidature est à adresser à Aliocha Nguyen :

- Aliocha Nguyen : aliocha.nguyen@agriculture.gouv.fr

Les dossiers de candidature (CV et lettre de motivation) doivent être adressés avant le 15 mai 2018 par courriel aux personnes ci-dessus et/ou courrier au Ministère de l'agriculture et de l'Alimentation, DGPE – Service des échanges internationaux - 3 rue Barbet de Jouy - 75349 PARIS 07SP.

Groupement d'intérêt public « France Vétérinaire International »

1, avenue Bourgelat, 69 280 MARCY L'ETOILE

Chargé de mission « Projets de coopération en santé publique et gouvernance sanitaire vétérinaires »

N° du poste : ……. (mise à disposition) Catégorie A Susceptible d'être vacant

Classement parcours professionnel : 2

Début de mission estimée : octobre 2018

Affectation géographique : Paris ou Marcy l'Etoile (69, Lyon métropole)

Profil statutaire : CADRE A du Ministère de l'Agriculture, et de l'Alimentation (MAA) = ISPV, IPEF, IAE, ...

MISSIONS DE LA STRUCTURE	Le groupement d'intérêt public « France Vétérinaire International » (GIP FVI) est consacré à la promotion, la coordination et la mobilisation de l'offre française d'expertise et de formation vétérinaires à l'international. Les 17 institutions membres qui participent au GIP FVI couvrent la palette des compétences de la santé publique vétérinaire. Ses actions couvrent les domaines de l'ingénierie de l'expertise, de l'ingénierie de formation et de l'offre de formation aux thématiques vétérinaires à l'international. Elles s'organisent selon deux grands volets : les projets de coopération avec des pays partenaires de la France pour le renforcement de compétences dans le domaine de la santé publique et la gouvernance sanitaire vétérinaires d'une part, les actions de formation en présentiel et à distance ainsi que l'appui à la mise en place de dispositifs de formation dans les pays partenaires, d'autre part. Ces actions sont mises en œuvre principalement en Europe de l'Est, Afrique du Nord et Sub-Saharienne, au Moyen-Orient, en Asie. Le siège est à Marcy l'Etoile (69 280), avec 2 antennes (Paris, Montpellier). L'équipe du GIP FVI est constituée de 8 ETP (5,3 ETP cadres et 2,7 ETP assistants de gestion) dont une partie (6) est mise à disposition du GIP par le MAA. Dans le cadre des projets de coopération pour le renforcement de compétences, l'équipe du GIP mobilise chaque année environ 100 experts court-terme (1 à 2 semaines) pour environ 250 missions annuelles, ainsi que quelques permanents résidents ou non dans les pays d'exécution des projets (chefs de projets, conseillers résidents, assistants) et organise l'accueil de délégations étrangères. Le portefeuille annuel d'une cinquantaine de projets gérés par l'équipe de FVI et dont le financement est d'ampleur très variable (de 10 k€ à 1M€/an) et exclusivement consacré à la mobilisation de l'expertise (pas d'investissement) représente en moyenne 2 millions d'euros par an. Un accord de partenariat spécifique entre FVI et l'un de ses membres, le Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (Cirad), concerne le fonctionnement d'une équipe mixte Cirad-FVI de formation en élevage et médecine vétérinaires en régions chaudes, à Montpellier, constituée de 7 personnels Cirad et conduite par un cadre de FVI (fonctionnement de l'équipe pris en charge par le Cirad).
OBJECTIFS DU POSTE	Le titulaire du poste est, sous l'autorité du directeur et du directeur adjoint de FVI et dans le champ de compétence qui lui est confié, chargé de l'identification d'opportunités de projets, de l'élaboration des offres et de leur présentation, ainsi que, lorsque l'offre est remportée, du suivi de la mise en œuvre des projets de coopération dans lesquels sont mobilisés des experts issus des différents membres de FVI. Son champ de compétence peut être géographique, méthodologique (un type de projet, par exemple les jumelages entre services vétérinaires), thématique (par exemple les dispositifs de formation), ou encore une combinaison des trois.
DESCRIPTIF DES ACTIVITES	La responsabilité du titulaire concerne : - La veille internationale et l'identification d'opportunités de projets correspondant au savoir-faire, à l'objet social de FVI, et à la stratégie des membres de FVI et notamment celle du MAA ; - La sélection d'experts volontaires et le montage d'une offre, généralement dans le cadre d'un consortium avec d'autres opérateurs (bureaux d'études ou institutions partenaires) français ou étrangers, dont il lui revient d'identifier la composition ; la présentation de l'offre au bailleur de fonds et, en cas de succès : - La préparation du contrat d'exécution du projet dans tous ses aspects : techniques, administratifs, comptables et financiers ; - Le pilotage de la mise en œuvre du projet, en relation étroite avec l'institution du pays bénéficiaire, les partenaires du consortium, les personnels permanents (chef de projet, conseillers résidents de jumelage, assistants) et les experts mobilisés

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">chez les membres de FVI et, le cas échéant chez les membres du consortium lorsque FVI est en position de leader du consortium ; la participation aux comités de pilotage du projet ;
- Le suivi administratif, contractuel, comptable et financier du projet, avec l'aide d'un assistant de gestion de l'équipe de FVI, la supervision des comptes rendus techniques et financiers du projet ; il est également chargé d'organiser l'audit externe (comptable ou/et technique).
Son portefeuille de projets représente une dizaine d'opérations. La qualité du pilotage de projets repose sur :
- Une compréhension des contraintes financières, budgétaires et de comptabilité publique, qui peut s'acquérir rapidement au contact des autres agents de FVI ;
- Une attention portée aux enjeux techniques, politiques et financiers et à la responsabilité endossée par FVI dans la signature d'un contrat d'exécution avec un bailleur de fonds ;
- Une relation « managériale » avec une centaine d'experts, permettant d'apprécier avec eux leurs compétences mobilisables dans le cadre international, leur adaptation à un contexte interculturel, les modalités pratiques de réalisation de la mission pour l'obtention du résultat attendu, les conditions de rémunération, etc.
Il travaille en lien étroit avec les autres agents de l'équipe FVI et participe aux activités transversales de l'équipe :
- Définition de stratégie, de la communication et des actions de « lobbying » ;
- Maintien des relations institutionnelles, contractuelles et opérationnelles avec les membres du GIP FVI, les services compétents des pays bénéficiaires de projets, les opérateurs partenaires, le réseau d'experts, etc. ;
- Rapports d'activité techniques et financiers pour les réunions du conseil d'administration et de l'assemblée générale du GIP FVI ; etc.

Déplacements à Paris, Lyon, Montpellier ainsi qu'à l'étranger dans le cadre du suivi des projets, de missions de prospectives ou d'expertise propre.</td></tr>
<tr><td>CHAMP RELATIONNEL DU POSTE</td><td colspan="2">Membres du GIP FVI : Etat (CGAAER, DGPE, DGAL et DGER du MAA ; DGM du MEAE), autres membres publics (ADILVA ; ANSES ; CIRAD ; ENVA ; VetAgro Sup ; Oniris ; ENVT ; INFOMA), membres privés (CVPFI ; AVSF ; SIMV ; Institut de l'Elevage) et leurs experts ; partenaires nationaux et internationaux institutionnels (OIE, FAO, Com. Européenne, Pays tiers, …) ou privés (bureaux d'études, cocontractants de consortium, …).</td></tr>
<tr><td rowspan="2">COMPETENCES LIEES AU POSTE</td><td>SAVOIRS</td><td>SAVOIR-FAIRE</td></tr>
<tr><td>- maîtrise de l'anglais nécessaire ;
- pratique de l'espagnol bienvenue ;
- capacité rédactionnelle et réactivité pour les réponses aux appels d'offres.</td><td>- aptitude prononcée pour le travail en équipe et la communication ; aptitude affirmée pour les relations avec membres et partenaires de FVI ;
- capacité d'innovation et autonomie ; maîtrise des outils informatiques courants ;
- expérience de la négociation avec des partenaires internationaux ;
- souhaité : expérience de coopération internationale</td></tr>
<tr><td>MODALITES DE CANDIDATURE</td><td colspan="2">Les candidatures devront être transmises, accompagnées d'un CV actualisé et d'une lettre de motivation à contact@fvi-atf.org avant le 19 mai 2018</td></tr>
<tr><td>CONTACTS</td><td colspan="2">Olivier FAUGERE, Directeur du GIP-FVI, 1 av. Bourgelat, 69 280 Marcy l'Etoile.
Tél : 04.78.25.45 – courriel : olivier.faugere@fvi-atf.org

Marie Frédérique PARANT, Directrice adjointe du GIP-FVI, 251 rue de Vaugirard, 75015 Paris. Tél. 01.49.55.60.94 – Courriel : marie-frederique.parant@fvi-atf.org</td></tr>
<tr><td>Pour en savoir plus</td><td colspan="2">http://www.france-vet-international.org http://formation-elevage-suds.cirad.fr</td></tr>
</table>

Ministère de l'agriculture et de l'alimentation

Institut Agronomique, Vétérinaire et Forestier de France (Agreenium)
42 rue Scheffer – 75116 PARIS

Chargé(e) de coopération formations ingénieur, master, doctorat

<table>
<tr><td colspan="2">N° du poste :

Catégorie : A</td></tr>
<tr><td>Classement parcours professionnel : 2</td><td>Cotation RIFSEEP : G2

Cotation fonction IPF : 4</td></tr>
<tr><td colspan="2">Poste susceptible d'être vacant</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td>Agreenium, l'Institut agronomique, vétérinaire et forestier de France, est un établissement public national de coopération à caractère administratif qui a pour mission principale de permettre à ses membres d'élaborer ensemble des stratégies de formation ou de recherche qu'ils mettent en œuvre au travers de projets communs. Il rassemble 14 établissements d'enseignement supérieur et 4 organismes de recherche en agrobiosciences.

L'Institut s'appuie sur les compétences scientifiques de ses membres et comprend une équipe d'une vingtaine d'agents (chargés de coopérations, personnels d'appui).

Ses missions sont d'accroitre la visibilité du dispositif national d'enseignement supérieur et recherche agricole – au sens large -, de développer l'activité de coopération internationale, de porter l'université numérique en agrobiosciences et tout autre chantier de coopération entre ses membres. En outre, Agreenium est accrédité pour délivrer le doctorat et développe des activités de formations doctorales.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td>Porter la coopération sur les formations agronomiques, coordonner des actions de concertation et de promotion des politiques de formation doctorale des membres, s'impliquer sur des projets ou thématiques de l'Institut</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td>Coopération formations agronomiques
- Tenir à jour, avec les membres, l'inventaire de l'offre française des formations du domaine défini au 1er alinéa de l'article L. 812-1 du code rural et de la pêche maritime (niveau ingénieur, master, doctorat) et en faire l'analyse
- Animer le groupe des « directeurs de l'enseignement »
- Contribuer à rendre lisible et promouvoir cette offre en France et à l'étranger
- Animer des chantiers de développement de nouvelles formations ou de projets concertés entre membres
Formation doctorale
- Porter et mettre en œuvre l'accréditation pour la formation doctorale de l'Institut (suivre la cohorte de doctorants inscrits dans l'Institut au titre de l'école doctorale ABIES)
- Animer le collège doctoral</td></tr>
</table>

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">- Développer une offre de formation doctorale commune
- Mettre en œuvre l'Ecole internationale de recherche Agreenium – EIRA (sélections candidats, organisation des séminaires annuels, délivrance des labels)
- Promouvoir la formation doctorale des membres à l'international

S'impliquer sur des projets ou thématiques de l'Institut
- Participer au codir
- Représenter l'Institut en externe
- Animer des groupes de travail thématiques (agroéquipement…)</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Membres d'Agreenium, ministères de tutelle, partenaires universitaire et de recherche en France et à l'étranger</td></tr>
<tr><td>Compétences liées au poste</td><td>Savoirs

Diplôme de doctorat, connaissance du champ institutionnel et, en particulier, de l'enseignement supérieur agricole et des instances d'évaluation (CTI, HCERES…), connaissance de l'enseignement supérieur et de la recherche, connaissance de la législation sur la formation doctorale et des procédures d'accréditation, maîtrise de l'ingénierie de formation, communication, maîtrise de l'anglais</td><td>Savoir-faire

Capacité d'animation et de gestion de projets, capacité d'écoute, analyse, synthèse, autonomie, disponibilité, rigueur et bonne aptitude au travail en équipe</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">M Claude Bernhard – directeur d'Agreenium – claude.bernhard@agreenium.fr

Tel : 06 32 23 92 31</td></tr>
</table>

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Institut National de l'Origine et de la Qualité
Arborial-12, rue Henri Rol-Tanguy
93 555 Montreuil

Service contrôles

Chargé(e) de missions techniques et réglementaires

<table>
<tr><td colspan="3">N° du poste :
Catégorie : A (fonctionnaire ou statut unifié)</td></tr>
<tr><td colspan="2">Cotation parcours professionnel
poste catégorie A : 1</td><td>Cotation part fonction PFR :
Groupes RIFSEEP :</td></tr>
<tr><td colspan="3">Poste susceptible d'être vacant</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">L'INAO est un établissement public chargé de mettre en œuvre la politique française concernant les produits sous signes officiels d'identification de l'origine et de la qualité (SIQO). Ses missions principales concernent, la reconnaissance, le suivi, le contrôle et la protection des SIQO (AOP, IGP, Label Rouge, Agriculture biologique, STG) ; la promotion des concepts SIQO, notamment à l'étranger dans des programmes de coopération ainsi que la protection du foncier agricole et des aires de production des produits sous SIQO.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">L'INAO est, depuis 2008, chargé de gérer le dispositif de contrôles européen et national des cahiers des charges des produits sous signe d'identification de la qualité et de l'origine (SIQO).
Le Service Contrôles a pour mission l'organisation générale de ce dispositif. Il supervise l'activité de l'ensemble des organismes de contrôles à qui les contrôles sont délégués et assure directement la fonction de contrôle de second niveau.
Il assure l'appui et l'expertise en matière de contrôles auprès des agents des délégations territoriales et des autres services de l'INAO. Il est l'interlocuteur des différentes administrations (DGPE, DGAL, DGDDI, DGCCRF, …..) sur les sujets contrôles.
Il est, en outre, responsable du fonctionnement du Conseil des Agréments et des Contrôles (CAC) de l'établissement.
Au sein de ce service, le chargé de missions techniques et réglementaires assure, dans le cadre d'une équipe de 5 personnes, les fonctions d'agrément et de supervision des organismes de contrôles, d'approbation des plans de contrôle et d'inspection, de contrôle du respect du cahier des charges, de Secrétariat du Conseil des agréments et contrôles et d'élaboration et de suivi des procédures.</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">Supervision des projets de plans de contrôle et d'inspection. Participation aux équipes projet chargées notamment d'organiser le volet contrôles des cahiers des charges.
Finalisation des dossiers présentés à la validation du CAC ou de la Directrice.
Supervision des organismes de contrôles et appui à la mission d'évaluation technique de ces derniers dans le cadre de leur agrément.
Participation aux travaux de gestion / harmonisation des procédures de contrôle.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Administrations, services nationaux et territoriaux de l'INAO, organisations professionnelles des SIQO, Organismes de Contrôles des SIQO, professionnels membres du comité des agréments et des contrôles ; responsables des autres corps de contrôles.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>Connaissances de l'environnement institutionnel et professionnel, des signes d'identification de la qualité et de l'origine et des systèmes qualité.</td><td>Sens du travail en équipe, Aptitude à la concertation et aux relations avec une multiplicité d'interlocuteurs tant institutionnels que professionnels.
Organisation, autonomie, rigueur dans le suivi des dossiers
Capacité d'analyse et de synthèse, rédactionnelles et relationnelles</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Les candidatures, lettre de motivation, et parcours professionnel, doivent être adressées au Secrétaire général de l'INAO : M. Xavier PAUL - Tél. : 01.73.30.38.02 - Courriel : x.paul@inao.gouv.fr
Informations sur le poste : Mme Cécile FUGAZZA – Responsable du Service Contrôles - Tél. : 01.73.30.38.80 - courriel : c.fugazza@inao.gouv.fr</td></tr>
</table>

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Institut National de l'Origine et de la Qualité
Délégation territoriale Val de Loire
12, place Anatole France - 37000 Tours

Technicien(ne) Territorial(e)

<table>
<tr><td colspan="3">N° du poste :

Catégorie : B (fonctionnaire ou statut unifié)</td></tr>
<tr><td colspan="2">Cotation parcours professionnel postes catégorie A :</td><td>Groupe RIFSEEP/Cotation part fonction PFR :</td></tr>
<tr><td colspan="3">Poste susceptible d'être vacant</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">L'INAO est un établissement public chargé de mettre en œuvre la politique française concernant les produits sous signes officiels d'identification de l'origine et de la qualité (SIQO). Ses missions principales concernent, la reconnaissance, le suivi, le contrôle et la protection des SIQO (AOP, IGP, Label Rouge, Agriculture biologique, STG) ; la promotion de leurs concepts, notamment à l'étranger dans des programmes de coopération ainsi que la protection du foncier agricole et des aires de leurs productions.
La délégation territoriale Val de Loire, basée à Angers et à Tours intervient sur environ 250 SIQO reconnus ou en cours de reconnaissance (principalement au sein des filières viticoles, avicoles, bovines, porcines, caprines et horticoles) localisés dans les régions Pays de Loire et Centre Val de Loire.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">Participer à des projets dont la délégation a la responsabilité, sur une ou plusieurs missions de l'INAO, dans le secteur viticole.</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">Sous la responsabilité du supérieur hiérarchique, l'agent doit :
- contribuer au suivi des organismes de défense et de gestion (ODG) et des SIQO de la région Centre Val de Loire en assurant des relations courantes avec les professionnels, en analysant les données arrivant des organismes de contrôles,
- participer aux équipes projets en charge de l'instruction des demandes de reconnaissances ou de modification des SIQO viticoles du Centre Val de Loire,
- informer et communiquer sur les SIQO auprès des partenaires institutionnels de l'INAO, les établissements de formation, ….
- assurer l'évaluation technique des organismes de contrôle agréés par l'INAO en charge du contrôle des SIQO

Sous la responsabilité de l'ingénieur terroir et délimitation de la délégation, participer à la délimitation des aires d'appellation. Le technicien contribue au travail des experts et consultants en apportant ses connaissances techniques pour l'AOC concernée.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Autres agents de la délégation territoriale (notamment les ingénieurs territoriaux assurant un encadrement fonctionnel) et services nationaux de l'INAO, administrations régionales et départementales, organisations professionnelles et professionnels membres des comités nationaux
Déplacements fréquents sur le territoire de la région du Centre loire et sur le territoire national dans le cadre de la mission d'évaluation technique des organismes de contrôle.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>Connaissances de la réglementation et des concepts SIQO,
Connaissance de l'environnement institutionnel et professionnel,
Maitrise des outils bureautiques,
Connaissances techniques viticoles .</td><td>Capacités d'analyse et d'expertise technique,
Conduite d'audit,
Sens de la communication et du contact avec les professionnels,
Travail en équipe,
Expression écrite (notes, courriers,…),
Expression orale.</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Les candidatures, lettre de motivation et parcours professionnel doivent être adressés au Secrétaire général de l'INAO : M. Xavier PAUL
Tél. : 01.73.30.38.02 - Courriel : x.paul@inao.gouv.fr

Informations sur le poste : Pascal Cellier - Délégué territorial Val de Loire
Tél. : 02.41 23 47 13 - Courriel : p.cellier@inao.gouv.fr</td></tr>
</table>

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Institut National de l'Origine et de la Qualité

Délégation territoriale Auvergne-Limousin
Village d'entreprises – 14 Avenue du Garric
15 000 AURILLAC

Technicien(ne) Territorial(e)

<table>
<tr><td colspan="3">N° du poste :

Catégorie : B (fonctionnaire ou statut unifié)</td></tr>
<tr><td colspan="2">Cotation parcours professionnel postes catégorie A :</td><td>Groupe RIFSEEP/Cotation part fonction PFR :</td></tr>
<tr><td colspan="3">Poste susceptible d'être vacant</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">L'INAO est un établissement public chargé de mettre en œuvre la politique française concernant les produits sous signes officiels d'identification de l'origine et de la qualité (SIQO). Ses missions principales concernent, la reconnaissance, le suivi, le contrôle et la protection des SIQO (AOP, IGP, Label Rouge, Agriculture biologique, STG) ; la promotion de leurs concepts, notamment à l'étranger dans des programmes de coopération ainsi que la protection du foncier agricole et des aires de leurs productions.
La délégation territoriale Auvergne-Limousin intervient sur environ 60 SIQO (filière laitière, élevage, agro-alimentaire), répartis les anciennes régions de l'Auvergne et du Limousin, également sur le département de l'Aveyron</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">Participer à des projets dont la délégation a la responsabilité, sur une ou plusieurs missions de l'INAO</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">Sous la responsabilité du supérieur hiérarchique, l'agent doit :
- contribuer au suivi des organismes de défense et de gestion (ODG) et des SIQO de ce territoire en assurant des relations courantes avec les professionnels, en analysant les données arrivant des organismes de contrôles,
- participer aux équipes projets en charge de l'instruction des demandes de reconnaissances ou de modification de SIQO,
- assure la mission de référent « Agriculture Biologique » pour la délégation : participation au réseau national des référents AB, gestion des demandes de dérogations sur la délégation, participation et animation de réunions locales pour les professionnels et organismes certificateurs.
- - informer et communiquer sur les SIQO auprès des partenaires institutionnels de l'INAO, les établissements de formation, ….
- assurer l'évaluation technique des organismes de contrôle agréés par l'INAO en charge du contrôle des SIQO</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Autres agents de la délégation territoriale (notamment les ingénieurs territoriaux assurant un encadrement fonctionnel) et services nationaux de l'INAO, administrations régionales et départementales, organisations professionnelles et professionnels membres des comités nationaux
Déplacements fréquents sur le territoire de la délégation territoriale et sur le territoire national dans le cadre de la mission d'évaluation technique des organismes de contrôle.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>Connaissances de la réglementation et des concepts SIQO,
Connaissance de l'environnement institu-tionnel et professionnel,
Maitrise des outils bureautiques,
Des connaissances techniques en élevage ou production fromagère seraient un plus.</td><td>Capacités d'analyse et d'expertise technique
Conduite d'audit
Sens de la communication et du contact avec les professionnels
Travail en équipe
Expression écrite (notes, courriers,…)
Expression orale</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Les candidatures, lettre de motivation et parcours professionnel doivent être adressés au Secrétaire général de l'INAO : M. Xavier PAUL
Tél. : 01.73.30.38.02 - Courriel : x.paul@inao.gouv.fr

Informations sur le poste : Emmanuelle VERGNOL - Déléguée territoriale Auvergne-Limousin - Tél. : 04 71 45 57 33 - Courriel : e.vergnol@inao.gouv.fr</td></tr>
</table>

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt

Institut National de l'Origine et de la Qualité
12, rue Henri Rol-Tanguy
TSA 30003
93 555 Montreuil-sous-Bois

Service de l'administration générale
Bureau des ressources humaines
Gestionnaire ressources humaines

<table>
<tr><td colspan="3">N° du poste :

Catégorie : B (fonctionnaire ou statut unifié)</td></tr>
<tr><td colspan="2">Cotation parcours professionnel postes catégorie A(*) : sans objet</td><td>Groupe RIFSEEP/Cotation part fonction PFR :</td></tr>
<tr><td colspan="3">Poste susceptible d'être vacant</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">L'INAO est un établissement public chargé de mettre en œuvre la politique française concernant les produits sous signes officiels d'identification de l'origine et de la qualité (SIQO). Ses missions principales concernent, la reconnaissance, le suivi, le contrôle et la protection des SIQO (AOP, IGP, Label Rouge, Agriculture biologique, STG) ; la promotion de leurs concepts, notamment à l'étranger dans des programmes de coopération ainsi que la protection du foncier agricole et des aires de leurs productions.
Le bureau des ressources humaines est notamment chargé d'assurer la gestion de proximité des agents de l'établissement, la GPEEC, la préparation et le suivi des cycles de mobilités. Il prépare et diffuse le bilan social annuel, assure la mise à jour de l'organigramme et de l'annuaire. Il est en charge de la paie.
Le bureau est composé d'un responsable de bureau, d'une chargée de mission et de 4 gestionnaires.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">Assurer la gestion administrative des dossiers des agents et être l'administrateur système du logiciel Virtualia</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">Sous l'autorité du responsable du bureau des ressources humaines, le titulaire du poste assure :
- la gestion administrative des dossiers des agents : traitement des notifications du ministère ; préparation de décisions et attestations ; rédactions de courriers;
- la mise à jour de l'organigramme et de l'annuaire;
Il vient en appui au responsable du bureau dans le cadre de la gestion des élections professionnelles.
En tant qu'administrateur système du logiciel Virtualia, procède à la création et à la mise jour des tables de références. Il crée, met à jour et archive les dossiers agents.
Il réalise les requêtes régulièrement nécessaires à l'accomplissement des missions du bureau (bilan social, enquêtes, recensements, avancements, promotions,...). Il gère les comptes épargne temps, les congés et les horaires variables.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Contacts réguliers avec les agents de l'Institut; les gestionnaires ressources humaines du MAAF, des offices agricoles et autres opérateurs ; les administrateurs système du logiciel Virtualia de FAM.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>- Connaissance de Virtualia seraient un plus
- Connaissance des textes réglementaires et des statuts des personnels de la fonction publique
- Maîtrise des outils bureautiques (Outlook, Word, Excel, Access, Powerpoint)</td><td>- Organisation, rigueur, réactivité,
- Capacités rédactionnelles
- Capacités relationnelles et aptitudes à convaincre.
- Savoir travailler en équipe et rendre compte
- Sens de la confidentialité</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Les candidatures, lettre de motivation, et parcours professionnel, doivent être adressés au Secrétaire général de l'INAO : M. Xavier PAUL - Tél. : 01.73.30.38.02 - Courriel : x.paul@inao.gouv.fr

Informations sur le poste : David BATISTA, Responsable du bureau ressources humaines – Tel. 01.73.30.38.38 - Courriel : d.batista@inao.gouv.fr</td></tr>
</table>

Appel à candidature
Chargé(e) de mission MAITRISE D'OUVRAGE TRAVAUX/AMENAGEMENT

Contexte

Le Parc national des Calanques est un établissement public récent, chargé de missions de protection des patrimoines naturels et culturels, d'accueil du public et d'appui au développement durable, sur un territoire comprenant un cœur terrestre de près de 9000 ha et un cœur marin de 45 000 ha.

Sa situation périurbaine, aux portes de la deuxième ville de France, dans la dynamique d'installation d'une des grandes métropoles urbaines européennes, place le Parc national dans une situation inédite, un véritable défi pour la conciliation de la préservation de patrimoines naturel, paysager et culturel exceptionnels et le développement des activités.

L'essentiel du territoire en cœur de Parc national est sous maîtrise foncière publique, répartie entre le Conseil départemental des Bouches-du-Rhône, les villes de Marseille, Cassis et La Ciotat, le conservatoire du littoral, l'Etat dans ses différentes composantes… Dans ce contexte de mosaïque foncière complexe, le Parc national des Calanques joue un rôle central d'animation et d'appui en ingénierie. Il assure par ailleurs la gestion des terrains du Conservatoire du littoral et s'est vu affecter un certain nombre de bâtiments aux fins de mise en œuvre des missions du Parc.

Profil recherché

Poste de catégorie A ou B+, ouvert en priorité aux agents titulaires de la fonction publique de l'Etat ou de la fonction publique territoriale, par voie de mutation ou de détachement.

Rattachement hiérarchique

Le poste est rattaché au pôle « aménagement du territoire, gestion, paysage » dont les missions sont de plusieurs ordres :

- L'instruction des demandes d'autorisation de travaux au titre de la règlementation spéciale applicable en cœur de Parc, visant à préserver la biodiversité et le paysage exceptionnels des Calanques ;
- Le suivi des démarches de planification et d'aménagement sur le territoire du Parc : PLUi, SCOT, grands projets métropolitains, stratégie accessibilité, plan de massif
- L'accompagnement des porteurs de projets d'aménagement dans la bonne prise en compte des enjeux du Parc via la définition d'outils structurants (plan paysage), ou l'apport d'expertises (études préalables d'aménagement)…
- La gestion des milieux et espèces via l'encadrement règlementaire des activités agricoles, forestières, cynégétiques, l'élaboration de plans de gestion (espèces à enjeu cynégétique) ou de stratégie de gestion des milieux (milieux forestiers, milieux ouverts…).

Missions/activités

Au sein du pôle, le/la chargé(e) de mission est chargé(e) de :

1. **Piloter la réalisation des travaux et petits aménagements sur les terrains du Conservatoire du littoral et sur les bâtiments patrimoniaux confiés en gestion au Parc national**

- Piloter, en lien avec les secteurs, la programmation et le suivi des travaux sur les terrains du Conservatoire du littoral : définition des besoins, programmation, rédaction de fiches chantier, procédures d'autorisation, commande, suivi de réalisation et réception ;
- Concevoir et faire réaliser les projets sur le patrimoine bâti géré par le Parc (sémaphore, locaux techniques…) dans le respect des éléments architecturaux et des principes de réduction de l'empreinte écologique : depuis la conception et la programmation de l'assistance à maîtrise d'ouvrage jusqu'à la livraison du bâtiment ;
- Mettre en œuvre des partenariats pour le développement de chantiers d'insertion ou de bénévoles pour la restauration du petit patrimoine ;

2. **Mettre en œuvre les programmes d'aménagement et d'équipement du Parc national des Calanques pour l'accueil du public, suivant les orientations définies par la stratégie d'accueil en cours de définition, et notamment :**

- Piloter la mise en place d'une signalétique sobre et efficace pour l'accueil des publics : identification du besoin, procédures administratives, commande et suivi chantier
- Assister les propriétaires gestionnaires publics dans la mise en œuvre de leurs aménagements d'accueil du public (partage de référentiels…)
- Apporter un appui à la mise en œuvre des aménagements des sentiers prévus dans le cadre du programme LIFE Habitats Calanques

Pour mener à bien ses missions, il/elle travaille en lien étroit notamment avec :

- la chargée de mission architecte assurant notamment de l'instruction des travaux en cœur de Parc, ainsi qu'un appui sur tous les travaux concernant le bâti
- le responsable de la mission « interface ville-nature », chargé de la coordination inter-secteurs,
- les agents des secteurs territoriaux, chargés de la gestion des sites du Conservatoire du littoral,
- le pôle « connaissances »…

Il/elle développe par ailleurs un large partenariat externe avec les services de l'Etat (DREAL, DRAC, DDTM, France Domaine…), les propriétaires/gestionnaires publics des terrains en cœur de Parc…

Poste avec de nombreux déplacements sur l'ensemble du territoire du Parc.

Compétences, connaissances et expériences requises

- Forte sensibilité aux enjeux de développement durable
- Expérience de terrain affirmée, conduite de travaux en espace naturel (sentiers…) et sur petits ouvrages patrimoniaux (ouvrages en pierres sèches…)
- Expertise sur le paysage et les aménagements paysagers, le patrimoine bâti, les acteurs du patrimoine
- Connaissance généraliste du code des marchés publics, du droit de l'urbanisme et de l'environnement
- Conduite de projet
- Maîtrise des logiciels informatiques de bureautique, SIG et dessin

Savoir-être attendus

- Esprit d'initiative et d'innovation
- Aptitude à travailler en équipe et en collaboration avec différents partenaires
- Diplomatie et bon relationnel, en interne comme en externe
- Rigueur et autonomie de travail, sens de l'organisation
- Discrétion professionnelle

Localisation

Siège du Parc national des Calanques, à Marseille (Bouches-du-Rhône).

Date de prise de poste souhaitée

1er septembre 2018.

Modalités de dépôt des candidatures

Candidature pour le poste de CHARGE(E) DE MISSION Maîtrise d'ouvrage travaux/aménagement
Adresser une lettre de motivation accompagnée d'un curriculum vitae détaillé à :
Monsieur le Directeur du Parc national des Calanques
141, avenue du Prado
13008 Marseille
ou par courriel avec accusé de réception à l'adresse suivante : contact@calanques-parcnational.fr

Pour toute information complémentaire, vous pouvez contacter Marie BERMOND, responsable du Pôle « aménagement du territoire, gestion, paysage », au 04 20 10 50 00 ou par mail marie.bermond@calanques-parcnational.fr.

La date limite de réception des candidatures est fixée au 10 juin 2018.
Seuls les candidats présélectionnés seront contactés. La non-réception d'une convocation à l'audition équivaut à un rejet de candidature.

Parc national de Port-Cros

APPEL A CANDIDATURES

Le Parc national de Port-Cros, établissement public à caractère administratif sous tutelle du ministère de la transition écologique et solidaire, recrute un(e) :

Gestionnaire de Port pour son secteur de l'île de Port-Cros

Poste à plein temps de catégorie B
ouvert aux fonctionnaires et aux agents contractuels

Poste à pourvoir le :**1er septembre 2018**

La date limite de réception des candidatures : **15 mai 2018**

Localisation du poste : secteur de l'île de Port-Cros

Résidence administrative : Hyères (Var)

PRÉSENTATION DU PARC NATIONAL DE PORT-CROS

Le Parc national de Port-Cros, créé par le décret n° 63-1235 du 14 décembre 1963, est un établissement public à caractère administratif placé sous la tutelle du ministère de la transition écologique et solidaire.
Il comprend environ 80 agents répartis sur 6 services opérationnels et un secrétariat général (installés au siège, à Hyères), 4 secteurs (Port-Cros, Porquerolles, Giens-Tombolo sur la commune de Hyères, et Cap Lardier sur la commune de La Croix-Valmer) ; il a également en gestion le Conservatoire botanique national méditerranéen de Porquerolles qui emploie 18 agents sur 3 sites .

Le Parc national de Port-Cros dispose d'une longue expérience de la gestion des milieux insulaires littoraux et marins de Méditerranée.

Outre les îles de Port-Cros et de Porquerolles en cœur de parc (2 950 ha en cœur marin et 1 671 ha en cœur terrestre), son action s'étend également sur des espaces littoraux appartenant au Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres qui lui sont confiés en gestion.

En application de la loi du 14 avril 2006 portant réforme des parcs nationaux, le Parc national de Port-Cros s'est doté d'une charte, approuvée par le décret n° 2015-1824 du 30 décembre 2015, dont l'aire optimale d'adhésion s'étend sur le territoire du littoral Varois compris entre les communes de La Garde, à l'ouest, et Ramatuelle, à l'est (superficie de

l'aire potentielle d'adhésion de 23 000 ha pour 11 communes concernées).
Cinq communes ont adhéré à la charte du Parc national : La Garde, Le Pradet, Hyères, La Croix-Valmer et Ramatuelle. Cette charte et ses six ambitions, rapprochent dans un même projet d'ensemble à moyen terme les politiques de protection du patrimoine naturel dans les cœurs et de développement local durable dans l'aire d'adhésion et dans l'aire maritime adjacente.

MISSIONS DU SERVICE ET CONTEXTE

Le secteur de l'île de Port-Cros comprend 11 agents relevant des corps de techniciens et agents techniques de l'environnement, techniciens supérieurs du développement durable, adjoints techniques et adjoints administratifs des administrations de l'Etat. Chaque année, sur la période d'avril à octobre, entre 5 et 10 saisonniers renforcent l'équipe du secteur.

La partie terrestre de l'île de Port-Cros et la zone maritime l'entourant jusqu'à une distance de 600 mètres de ses côtes sont classées cœur de parc national par le décret n° 63-1235 du 14 décembre 1963 modifié créant le Parc national de Port-Cros.

Dans ce cadre, le Parc national est gestionnaire du port de l'île (port de commerce).

Ainsi, au titre de l'article 20 du décret précité, « L'accès,la navigation, le mouillage et l'accostage des bateaux sont réglementés par les autorité compétentes sur proposition du directeur de l'établissement ... ».

Le Port-de Port-Cros dispose de 180 postes d'amarrage. Il accueille environ 15 000 bateaux par an.

Le port est doté d'une régie de recettes.

MISSIONS ET ACTIVITÉS DU POSTE

Le - la titulaire du poste aura en charge l'exercice des missions suivantes

- L'animation d'une équipe d'agents portuaires comprenant un agent permanent et 4 à 5 agents saisonniers selon la période
- L'accueil et l'assistance aux plaisanciers (amarrage, dépannage....)
- La perception des redevances portuaires
- L'entretien des structures d'amarrage
- La tenue de la régie portuaire
- La participation aux secours aux personnes (terre et mer)

INTÉRÊT, DIFFICULTÉS, CONTRAINTES DU POSTE

- Poste à missions pluridisciplinaires, en milieu insulaire, au sein d'une équipe cohérente (équipe du secteur)
- Logement sur place obligatoire pour la continuité du service
- Travail possible les samedis, dimanches et jours fériés

PROFIL DU CANDIDAT - COMPÉTENCES REQUISES

Savoirs (connaissances théoriques et pratiques) :

- Avoir un bon sens de management
- Connaître la navigation de plaisance et les savoirs faire marins
- Avoir le permis côtier
- Savoir utiliser l'outil informatique (programme de gestion portuaire)
- Management d'une équipe de 5 à 6 agents sous l'autorité d'un chef de secteur/Surveillant de port

Qualités relationnelles :

- Savoir accueillir les nombreux plaisanciers et visiteurs avec courtoisie et patience
- Savoir rester à l'écoute
- Aimer travailler en équipe et supporter les périodes d'isolement, en automne et en hiver
- Savoir rester calme en situation de crise (secours, conflits...)

MOYENS SPÉCIFIQUES INHÉRENTS AU POSTE

1) Matériels

Moyens nautiques, moyens informatiques (outil informatique pour la gestion des redevances), tenue

2) Hébergement

Hébergement pour le temps du service en logement dit « de passage »

HORAIRES ET SAISONNALITÉS

Une forte disponibilité du titulaire du poste est attendu pendant la saison (juillet et août en particulier)
- Milieu insulaire à forte saisonnalité de la fréquentation
. Été : 8h00-15h00 ou 13h00-20h00
. Hors saison : 8h00-13h00 15h00-18h00
- Travail possible les samedis, dimanches et jours fériés

Conditions particulières (déplacements, etc....)
- Le travail insulaire exige un déplacement par navette maritime régulière à partir du port de Hyères (1h00 de traversée)

MODALITÉS DE RECRUTEMENT

Adresser une lettre de candidature faisant ressortir la motivation et un curriculum-vitae à

Monsieur le directeur du Parc national de Port-Cros
Recrutement gestionnaire du Port de Port-Cros
181, allée du Castel Sainte-Claire
BP 70220
83406 HYERES CEDEX

POUR OBTENIR DES PRECISIONS SUR LE POSTE

- M. Hervé BERGERE, chef du secteur de Port-Cros
  Tél. : 94 94 01 40 70 – herve.bergere@portcros-parcnational.fr

Parc national de La Réunion

Fiche de poste N° 73-2018

APPEL A CANDIDATURE AU POSTE DE

Technicien d'Evaluation des politiques mises en œuvre en application de la Charte du Parc national

Poste de catégorie B ouvert aux personnels titulaires ou contractuels de la fonction publique ayant une expérience dans la mise en place d'outils d'évaluation au sein des Parcs nationaux ou des Parcs naturels Régionaux. Le poste est ouvert à compter du 01/06/2018, la résidence administrative est à La Plaine-des-Palmistes, Département de La Réunion.

Le Parc national de La Réunion, neuvième Parc national français, a été créé par le décret 2007-296 du 5 mars 2007. Il est géré par un établissement public à caractère administratif placé sous tutelle du ministre chargé de la protection de la nature.

La création du parc national répond à la volonté de préserver un environnement remarquable en prenant en compte les particularités locales. Le patrimoine naturel réunionnais se caractérise par un volcanisme encore actif, un endémisme très important et une grande palette d'habitats, de paysages minéraux ou végétaux. Le caractère exceptionnel de ce patrimoine est désormais reconnu au niveau international avec l'inscription en 2010 sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO des « Pitons, cirques et remparts de l'île de La Réunion », qui correspondent au cœur de parc, augmenté de quatre sites en aire d'adhésion.

Le parc national de La Réunion, comprend deux zones distinctes :

- Un cœur de parc (105 000 ha) dédié à la préservation et la valorisation du patrimoine naturel et culturel, où le Parc dispose de pouvoirs réglementaires ; il couvre 42 % de la superficie totale de La Réunion. Ce cœur présente la particularité d'inclure « un cœur habité » (cirque de Mafate et Ilet des Salazes) non accessible par la route et abritant environ 750 habitants. Un schéma d'aménagement des « îlets » de ce cœur habité est en projet. Des secteurs dits « cœurs cultivés » sont également délimités, et identifient les espaces où les activités agricoles (maraîchage, pastoralisme) ou sylvicoles sont reconnues et autorisées à la date de création du Parc national.
- Une aire d'adhésion regroupant des territoires ruraux adjacents au cœur du parc et abritant environ 160 000 habitants, où l'établissement ne dispose pas de pouvoir réglementaire mais a pour rôle d'accompagner un développement durable fondé sur la solidarité écologique avec le cœur.

Dans le contexte de l'île qui connaît une pression démographique et urbaine forte, l'établissement public a un rôle de premier plan à jouer dans la préservation et la mise en valeur de cet ensemble unique marqué par la richesse de la biodiversité et des habitats rares, mais aussi dans la mise en œuvre d'un développement durable des territoires ruraux dans l'aire d'adhésion. La Charte du parc national de La Réunion, approuvée par le décret n° 2014-049 du 21 janvier 2014, traduit cet objectif d'équilibre entre préservation et développement.

L'action de l'établissement est encadrée par la Charte, bâtie autour de quatre enjeux majeurs, déclinés en objectifs et orientations. Une carte des vocations complète le projet de territoire, qui vaut plan de gestion du Bien inscrit par l'UNESCO. Des modalités d'application de la réglementation du cœur précisent le volet réglementaire déjà en place à travers le décret de création du Parc national de La Réunion et les textes sur

Parc national de La Réunion
258 rue de La République • 97431 Plaine des Palmistes
Tél. +262 (0) 262 90 11 35 • Fax: +262 (0) 262 90 11 39
www.reunion-parcnational.fr • contact@reunion-parcnational.fr

lesquels il se fonde.

Toutes les communes de l'île sont concernées soit par le cœur, soit par l'aire d'adhésion, soit par ces deux zones du Parc national. Sur les 24 communes de l'île, 19 ont fait le libre choix d'adhérer à la Charte. Des conventions d'application triennales sont établies avec ces communes et avec d'autres partenaires.

Les limites de l'aire ouverte à l'adhésion correspondent à celles des « Hauts » de l'île, qui ont fait l'objet depuis une quarantaine d'années d'une politique spécifique : Plan d'aménagement des Hauts devenu Plan de Développement des Hauts Ruraux. Fin 2014, ce dispositif a laissé la place à un nouveau cadre stratégique partagé, dont plusieurs axes s'appuient sur la Charte. Le Secrétariat général des Hauts est au centre de la mise en œuvre de ce nouveau dispositif.

L'établissement emploie environ 80 personnels permanents. Le siège du Parc national est basé à la Plaine des Palmistes. L'établissement public est également composé de quatre représentations territoriales dites « secteurs » ; les secteurs géographiques sont installés à la Plaine des Palmistes (secteur Est), Trois-Bassins (Secteur Ouest), la Petite-Ile (Secteur Sud) et Saint Denis (secteur Nord)) Le siège regroupe la direction, le secrétariat général et 3 services techniques :

- le Service communication et pédagogie (SCP) qui pilote les actions de communication ainsi que les actions d'éducation à l'environnement et de sensibilisation du public,
- le Service études et patrimoine (SEP), qui pilote la stratégie scientifique de connaissance et de conservation,
- le Service d'appui à l'aménagement et au développement durable (SAADD), qui pilote l'encadrement et l'accompagnement des activités en cœur de parc et en aire d'adhésion.

Par ailleurs, le Parc national de La Réunion est en cours d'élaboration de son projet d'établissement pour les trois à cinq prochaines années. Les priorités de l'établissement seront définies mi 2018 en vue d'une programmation pluriannuelle dès 2019.

1. Définition du poste et profil souhaité

1.1 Statut :

Recrutement d'un titulaire de catégorie B de la fonction publique d'Etat ou d'un contractuel de niveau équivalent, en contrat à durée déterminée d'un an, renouvelable pour une période maximale complémentaire d'un an selon les besoins d'accompagnement dans le déploiement du dispositif d'évaluation.

1.2 Missions :

Le/la technicien(e) aura pour missions :

1. **La mise en place d'un dispositif de suivi et de capitalisation des actions arrêtées dans le cadre du projet d'établissement**. Il s'appuiera en particulier sur l'outil « EVA » développé par la fédération des Parcs naturels régionaux, et en cours de déploiement dans l'ensemble des Parcs nationaux :

- construction des schémas conceptuels et organisationnels
- paramétrage de l'outil
- rédaction des manuels utilisateurs
- formation et animation des équipes
- préparation de l'édition des premières sorties de l'application (fiches budgétaires, programme d'actions complet…)

Au-delà de la capitalisation des actions conduites, la mise en œuvre de cet outil revêt un enjeu fort pour l'établissement puisqu'il doit permettre de faciliter le suivi interne des grands projets (avancement, financier...) mais aussi constituer un premier niveau d'évaluation de la mise en œuvre de la Charte.

2. **La mise en place du dispositif évaluatif de la charte du Parc national de La Réunion.**

Il s'agira, dans le cadre d'une démarche associant le comité de direction de l'établissement :

- de définir les questions évaluatives pertinentes permettant d'interroger les politiques mises en œuvre en application de la Charte (cohérence, pertinence, efficacité, efficience, impact)
- de définir un nombre restreint d'indicateurs contribuant à y répondre et ainsi arrêter le tableau de bord du Parc (définition précise des indicateurs, modalités de collecte, fréquence de renseignement, recherche des premières valeurs, valorisation cartographique)
- de mettre en perspective ces éléments dans une démarche d'évaluation construite dans la durée permettant de préparer l'évaluation à mi-parcours de la Charte du Parc national.

Le/la technicien(e) devra être force de proposition sur la démarche à mettre en œuvre. Il/elle travaillera en lien étroit avec la chargée de mission SIG pour le volet cartographique, et plus largement avec l'ensemble de la communauté pour le déploiement d'EVA. Il/elle sera également associé aux instances de gouvernance du Parc pour la définition du dispositif évaluatif de la Charte.

1.3 Compétences, connaissances, savoir être :

- Des connaissances théoriques en évaluation des politiques publiques et un intérêt pour le fonctionnement des organisations,
- Culture générale sur les politiques de l'environnement et leur paysage institutionnel,
- Discrétion, rigueur, bon relationnel,
- Expérience réussie dans la mise en place d'outils d'évaluation au sein d'un Parc national ou régional,
- Qualités d'organisation, autonomie,
- Qualités relationnelles,
- Qualité d'expression écrite et orale, capacité à vulgariser des connaissances techniques,
- Esprit de synthèse et qualités analytiques,
- Maîtrise des outils courants de bureautique, du logiciel Powerpoint
- Expérience dans l'utilisation des logiciels SIG,
- Permis de conduire B indispensable.

2. Calendrier et modalités de candidature

Prise de fonction : 1er juin 2018

Date limite de candidature : **30 avril 2018**

La candidature (lettre de motivation et curriculum vitae) est à transmettre à **Monsieur le Directeur du Parc national de La Réunion** :

- soit par voie postale au 258 rue de la République, 97431 La Plaine des Palmistes, Ile de La Réunion
- soit par courriel, avec demande d'accusé de réception, **exclusivement** à l'adresse suivante : contact-rh@reunion-parcnational.fr

La date de disponibilité du candidat doit être précisée.

3. Renseignements

Secrétariat Général / Responsable des Ressources Humaines

M DELMAS-DENIAU Julien : 0262 90 11 35 – julien.delmas-deniau@reunion-parcnational.fr